



Atelier d'échanges en évaluation d'actions d'éducation au développement

(France, Grand duché de Luxembourg, Portugal et Belgique)

6 et 7 octobre 2005 – Bruxelles

COMPTE-RENDU

une initiative de
ITECO, Centre de formation pour le développement
en partenariat avec
DEEEP, Development Education Exchange in Europe Project

Coordination : Adélie Miguel Sierra et Brigitte Gaiffe (ITECO)

1. TABLES DES MATIERES

1. Tables des matières	p.2
2. Objectifs et méthodologie de travail	p.3
3. Programme de l'atelier	p.5
4. Liste des participant-es	p.6
5. Pratiques d'évaluation en ED	
5.1. En Belgique	p.9
5.1.2. Paquette de présentation de la campagne éducative de Solidarité Socialiste	p.17
5.1.3. Une expérience d'évaluation selon l'évaluateur	P.20
5.2. Au Grand Duché du Luxembourg	p.25
5.3. Au Portugal	p.27
5.4. En France	p.29
6. L'évaluation segmentée <i>par Thierry De Smedt</i>	p.32
7. Évaluer et concevoir à partir de l'approche segmentée <i>par Florence Burette</i>	p.36
8. La spécificité de la communication éducative par rapport à d'autres logiques de communication <i>par Thierry De Smedt</i>	p.40
9. Synthèse des échanges des deux journées	p.42
10. Outils et supports d'évaluation	p.47
11. Bibliographie	p.63
12. Documents de références	p.66

2. Objectifs et méthode de travail

Initiative proposée par ITECO et le Groupe de Travail « Formation » du DEEEP

Depuis plusieurs années, ITECO mène une réflexion en interne sur la manière d'améliorer l'évaluation de ses pratiques éducatives. Il s'est associé la collaboration du GReMS afin d'élaborer une méthodologie d'évaluation sur l'évolution des représentations des stagiaires ayant suivi une formation. De plus, ITECO accompagne des organisations dans leur processus d'évaluation par des appuis méthodologiques et par la réalisation d'évaluations externes.

Le DEEEP a impulsé l'organisation d'ateliers régionaux en Europe afin de concevoir une base de données sur les pratiques et méthodologies en la matière. Deux ateliers anglophones se sont tenus respectivement en Finlande et en Grande Bretagne. Grâce au soutien du DEEEP, l'atelier francophone s'est déroulé à Bruxelles. L'ensemble des comptes-rendus de ces ateliers est à disposition des ONG européennes sur le site www.deeep.org.

Objectifs

- Relever les besoins du secteur ONG en matière d'évaluation (en fonction des types d'actions mises en place, de la diversité des publics-cibles, des effets sur les logiques de développement,...)
- Établir un état des lieux des pratiques existantes dans les contextes respectifs
- Échanger et capitaliser des méthodes en évaluation d'actions éducatives, en identifiant leurs atouts et limites.

Participants

Un groupe limité de personnes (maximum deux par pays, sauf pour la Belgique) impliquées dans le secteur Education au développement porté par les ONG en France, au Grand Duché du Luxembourg, au Portugal, en Suisse et Belgique, enrichi par les contributions d'une ou deux personnes ressources. Il s'agit de réunir des animateurs en éducation au développement ayant une connaissance significative du contexte de l'Education au Développement dans leur pays, en particulier en matière d'évaluation.

Méthode de travail

Chaque participant a contribué à l'atelier par

- une identification des besoins actuels en terme d'évaluation dans son pays,
- la définition des principales difficultés et des limites rencontrées dans l'utilisation de méthodes d'évaluation,
- la présentation d'un exemple concret d'une expérience d'évaluation ou d'une méthode qui a enrichi sa pratique avec ses forces et ses faiblesses,
- la socialisation de ressources pédagogiques ou de références bibliographiques à sa disposition.

Afin de préparer l'atelier, les participants ont été invités à répondre à ce questionnaire à partir de leurs connaissances du terrain dans leur pays, au sein de leur organisation et des réseaux dans lesquels ils sont impliqués.

Grille de questions en vue de préparer les échanges

1. Dans votre pays ou contexte, quelles sont, selon vous, les pratiques actuelles en termes d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?
2. Dans votre pays ou contexte, quels sont, selon vous, les questions actuelles et les besoins à combler pour y répondre en termes d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?
3. Quelles sont les principales difficultés et limites rencontrées dans l'utilisation de méthodes d'évaluation le plus couramment utilisées dans votre secteur?
4. Pouvez-vous mutualiser des ressources pédagogiques (documents, grilles, critères,...) ou des références bibliographiques intéressantes en la matière (évaluation, éducation, répertoire d'expériences, éducation au développement) ? (veuillez référencer de la manière la plus complète, et indiquer où ces documents sont disponibles)
5. Lors de l'atelier, par pays, vous présenterez un exemple d'une expérience d'évaluation ou d'une méthode qui a enrichi votre pratique avec ses forces et ses faiblesses. Pouvez-vous présenter un résumé de cette expérience ?

Résultats attendus

- un rapport des deux journées d'atelier
- un répertoire d'expériences et de méthodes avec leurs avantages et leurs inconvénients
- un portefeuille de ressources (exemples d'évaluation, méthodes, sources bibliographiques,...)

Excusés mais souhaitant s'associer à la démarche :

OXFAM - Solidarité (Birgit Vanhoutte et Diane Quittelier), Représentants des secrétariats des deux fédérations d'ONG belges - ACODEV (Wamu Oyatambwe) et COPROGAM (Annemie Demedts), le Monde selon les Femmes, Entraide et Fraternité, Broederlijk Delen, Terre des Hommes Suisse et Fondation éducation au développement en Suisse, Sergio Guimaraes (IPAD)

ITECO s'est engagé à diffuser le compte-rendu de cet atelier auprès **du Groupe sectoriel éducation au développement** de l'ACODEV dont il est membre, et en assure actuellement la présidence.

3. Programme des deux journées

Jeudi 6 octobre 05

9h	Accueil
9h15	Objectifs de l'atelier
9h30	Présentation des participant-es
10h45	Pour moi l'évaluation c'est...
11h	Présentation du programme
11h15	<i>Pause</i>
11h30	Cadrage
12h	Expérience d'évaluation Belgique
12h30	<i>Repas</i>
14h	évaluation campagne éducative Solsoc
15h	<i>Pause</i>
15h15	Expérience d'évaluation au Grand Duché
16h15	Synthèse en sous-groupes
18h	Fin

Vendredi 7 octobre 05

9h	Mise en commun des sous-groupes
10h	Expérience d'évaluation au Portugal
10h45	<i>Pause</i>
11h	L'évaluation segmentée – Thierry De Smedt
12h30	<i>Repas</i>
13h30	Adaptation du modèle au cadre logique - Florence Burette
14h30	Expérience d'évaluation en France
16h	Synthèse des apprentissages Comment continuer à s'outiller et échanger ?
16h45	Évaluation de l'atelier
18h	Fin

4. Liste des Participant-es

Belgique

Chantal Jadot

Solidarité Socialiste
Éducation au Développement
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles
Tél : +32 2 505.40.85
cjadot@solsoc.be
www.solsoc.be

Alain Aussems

Evaluateur et enseignant
Quai de Compiègne, 34/01 - 4500 Huy
GSM : +32 478 26 66 82
Aussems_alain@hotmail.com

Thierry De Smedt

Groupe de Recherche en Médiation des Savoirs (GReMS)
Département de Communication - UCL
Ruelle de la Lanterne Magique, 14
1348 Louvain-la-Neuve
desmedt@reco.ucl.ac.be
www.comu.ucl.ac.be/reco/GReMS/

Florence Burette

Etudiante en DEA de développement
+ 32.496.45.08.73
florenceburette@yahoo.fr

Adélie Miguel Sierra

adeliemiguel@iteco.be

Brigitte Gaiffe

brigittegaiffe@iteco.be

Annick Honorez

annickhonorez@iteco.be

Antonio de la Fuente

antoniodelafuente@iteco.be

Corinne Mommen

corinnemommen@iteco.be

ITECO, Centre de formation pour le développement
Rue Renkin, 2 - 1030 Bruxelles
Tél. : 32 2 243 70 30
www.iteco.be

France

Anne Kaboré

Educasol (Plate-forme française d'éducation au développement et à la solidarité internationale)
14 passage Dubail - 75010 Paris
Tél. : 01 44 72 89 73
anne.kabore@educasol.org
www.educasol.org

Marie LECLERC

CCFD - Pôle jeune

4 rue Jean Lantier - 75001 Paris

Tél. : 01.44.82.81.26

m.leclerc@ccfd.asso.frwww.ccfid.asso.fr**Madeleine JOUBERT**

Chargée de mission Coopération Internationale

Conseil national de l'enseignement agricole privé

Tel : 33/1.42.22.63.22

m-joubert@cneap.scolanet.orgwww.cneap.scolanet.orgGrand Duché du Luxembourg**Delfina Beirão**

SENS - Service Education Nord Sud

Cercle de Coopération des ONG de développement

13, av Gaston Diderich - L-1420 Luxembourg

Tél. +352 26 02 09 33

sens@cercle.luwww.cercle.lu**Mónica Fernandes**

Caritas Luxembourg

29, rue Michel Welter - L-2730 Luxembourg

Tél.: +352 40 21 31-519

monica.fernandes@caritas.luwww.caritas.luPortugal**Luísa Teotonio**

CIDAC

Rua Pinheiro Chagas, 77 - 2º E

1069-069 Lisboa * Portugal

Tel: +351 213 172 860

Fax: +351 213 172 870

cidac@cidac.ptwww.cidac.ptDEEEP (Development Education Exchange in Europe Project)**Lara Paoletti**

Square Ambiorix, 10 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/215 18 70

l.paoletti@deEEP.orgwww.deEEP.org

5. Pratiques d'évaluation en éducation au développement

5.1. Contexte en Belgique

Chantal JADOT
Équipe éducation au Développement
Solidarité Socialiste

1. Dans votre pays ou contexte, quelles sont, selon vous, les pratiques actuelles en terme d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?

Ce n'est que récemment, et sous l'impulsion des pouvoirs subsidants il faut l'avouer (obligation d'utiliser au minimum 1 % des subsides à l'évaluation externe), que nous avons pu assister à une recherche d'une plus grande professionnalisation des pratiques en EAD, et dont l'aspect le plus significatif mais également le plus polémique est sans doute l'évaluation des actions menées.

L'opinion la plus répandue au sein des ONG à ce sujet est que les actions d'EAD ne sont par nature pas évaluables, car leurs résultats ne sont pas ou peu quantifiables et que ses effets ne sont véritablement appréhendables que dans le long terme.

Des discussions plus approfondies avec les acteurs concernés mettent cependant en lumière d'autres raisons, relevant plutôt du domaine de l'affectif.

Ainsi en est-il de l'a priori négatif nourri à l'encontre du concept d'évaluation. Celle-ci est plus qu'à son tour assimilée à du contrôle entraînant inmanquablement des sanctions si les résultats ne sont pas jugés conformes aux attentes ; et ce d'autant plus si l'évaluation est demandée par les pouvoirs subsidants.

L'indispensable rigueur dans le travail que requiert toute démarche d'évaluation ainsi que les procédures, en apparence très lourdes, qu'elle nécessite en rebutent également plus d'un.

Rappelons également la confusion souvent savamment entretenue avec les activités visant à la sensibilisation du public en vue d'une récolte de fonds, et nous comprendrons aisément pourquoi l'évaluation fait si peu bonne presse dans ce secteur.

Bref, une culture de l'évaluation faisait jusqu'il y a peu cruellement défaut au sein du secteur ONG.

Les choses évoluent cependant, certes laborieusement mais en tout cas inéluctablement, et principalement à l'instigation des pouvoirs publics.

Néanmoins, certaines ONG essaient de transformer cette contrainte en possibilité d'amélioration de leurs pratiques. D'autres ne l'ont peut-être pas encore fait, mais le débat est cependant lancé au sein du secteur, autour des finalités réelles de l'évaluation, de son utilité, ou encore de la forme qu'elle devrait prendre.

Enfin, une étude du COTA a été réalisée en 2000 auprès de l'ensemble des ONG belges afin de connaître leurs pratiques en terme d'évaluation et d'identifier leurs besoins en cette matière.

Cette enquête a révélé un manque de culture d'apprentissage au sein des institutions qui se traduit par un déficit méthodologique. En effet, 81 % des ONG, étaient en demande d'outils méthodologique et conceptuels en matière d'évaluation et étaient donc peu armées pour faire face tant aux demandes d'évaluations internes de l'Administration qu'à leur volonté de professionnalisation.

C'est pourquoi, l'évaluation en EAD fait actuellement l'objet de tâtonnements et de diverses tentatives de mise en place.

Cette réflexion est travaillée au sein de différents réseaux :

- Pendant plusieurs mois en 2003, au sein du RED (Réseau d'éducation au développement Nord-Sud), un groupe d'animateurs en ED (ONG et éducation permanente) se sont rencontrés afin d'analyser leurs pratiques éducatives. Oscar Jara, de ALFORJA (réseau d'éducation populaire en Amérique centrale) a accompagné ce groupe en socialisant la démarche de « **Systématisation** » développée dans son contexte. ITECO qui coordonnait ce processus a traduit plusieurs documents de référence produits par le réseau Alforja.
- Le groupe sectoriel d'éducation au développement de l'ACODEV a établi, en 2005, une cartographie des évaluations mises en place dans chaque organisation dans le cadre du 1%. (Obligation d'utiliser a minimum 1% des subsides à l'évaluation externe). Ce travail sera poursuivi en 2006 par des ateliers d'échanges de pratiques.

De manière générale, les pratiques d'évaluation les plus couramment rencontrées sont :

- *L'évaluation interne* : réalisée par l'équipe éducative et de manière régulière (hebdomadaire ou après chaque activité). Elle a pour objectif d'ajuster, de réguler l'action au fur et à mesure. L'outil utilisé est la rencontre/l'échange entre membres de l'équipe éducative (parfois avec d'autres membres de l'ONG) afin d'identifier les forces et faiblesses pour dégager des pistes de solutions, des perspectives à court terme.
- *L'évaluation à chaud par le public cible* : réalisée en fin d'activité oralement (échange) ou par écrit à l'aide d'un questionnaire. Elle a pour objectif de réguler l'action en impliquant directement le public cible dans le processus d'évaluation.
- *L'évaluation à froid par le public cible* : réalisée peu de temps après l'activité par écrit à l'aide d'un questionnaire. Elle a pour objectif de réguler l'action en impliquant directement le public cible dans le processus d'évaluation mais cette fois, avec davantage de recul qu'en fin d'activité.
- Mise en place de *comité de suivi* composé d'experts, de professionnels du secteur externes à l'ONG. Ces membres externes sont sélectionnés en fonction de leurs compétences et expériences et apportent un avis externe contrairement à l'équipe éducative trop impliquée dans les actions menées. L'objectif est également de réguler l'action. Parfois, les partenaires et représentants des publics cibles font également partie du comité de suivi.
- *L'évaluation externe, réalisée par un expert indépendant* : réalisée en milieu ou en fin d'action. L'objectif en milieu d'action est de réguler l'action et porte

principalement sur la pertinence des méthodes et des outils afin de garantir davantage l'atteinte des objectifs fixés. En fin d'action, l'évaluation vise un objectif de certification (les objectifs fixés sont-ils atteints ? Reconduit-on l'action ?) et porte donc sur l'impact, la pertinence du public cible et/ou de la stratégie. La commande d'évaluation est formalisée par l'élaboration de termes de référence et les outils utilisés par l'évaluateur peuvent être divers tels que l'analyse de documents, l'entretien/échange, le questionnaire, l'observation.

2. Dans votre pays ou contexte, quels sont, selon vous, les questions actuelles et les besoins à combler pour y répondre en termes d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?

Même s'il m'est souvent apparu que l'évaluation était plus une question de mentalité, d'état d'esprit, que de méthodologie, il est vrai que les outils théoriques ou les références bibliographiques adaptées ne sont pas très nombreuses en la matière.

De plus, les modèles d'évaluation existants sont souvent des modèles quantitatifs peu appropriés aux ONG qui ont des objectifs, des démarches particulières et des publics spécifiques. Citons par exemple la méthode de la Gestion de Cycle de Projets imposée par les pouvoirs subsidants dont l'outil « cadre logique » est fortement remis en cause par les praticiens de l'EAD.

Mais comme le dit Miguel Argibay, responsable du programme EAD à HEGOA en Espagne, vu le déficit méthodologique en évaluation d'EAD, il est préférable pour les ONG de disposer d'instruments d'évaluation trop rigides que de ne pas disposer d'instrument du tout.

Afin de ne pas les subir, les ONG ont tout intérêt, d'une part, à adapter ces schémas existants à leur mode de fonctionnement et leurs actions spécifiques ou à construire leurs propres outils, et d'autre part, à se mobiliser et développer des stratégies afin d'amener les pouvoirs subsidants à adapter la méthode qu'ils préconisent.

En effet, le rôle de catalyseur joué par les pouvoirs subsidant dans le processus de professionnalisation du secteur constitue un danger que les ONG ne devraient pas négliger. Souvent à la base des initiatives, les pouvoirs publics imposent dans une large mesure leur point de vue, leurs normes et critères. Les ONG qui sont, dans le meilleur des cas, consultées, ne peuvent dès lors plus qu'apporter des modifications mineures aux règles du jeu ; il ne leur reste plus d'autre choix que de s'adapter, étant donné l'arme financière dont disposent les pouvoirs subsidants.

Il s'agit pour les ONG de se concerter, de s'allier afin de constituer un véritable contre-pouvoir ; ce qui constitue (normalement) leur raison d'être.

D'autre part, le manque de moyens financiers limite fortement les ambitions en matière d'évaluation surtout en ce qui concerne les évaluations réalisées par un expert indépendant, dont les tarifs sont bien souvent inaccessibles au vu des moyens mis à disposition, à savoir 1 % du subside total. Ce qui est en outre anormal est que ce 1% soit prélevé sur le budget des frais administratifs diminuant ainsi la possibilité pour les ONG de se renforcer administrativement.

De plus, la récolte de données nécessaires à l'évaluation représente un volume important de travail, alors que la priorité est donnée par les organisations aux actions menées sur le terrain et à la charge administrative imposée par les pouvoirs subsidiaires.

Dans ce contexte, l'évaluation passe donc bien souvent à la trappe, au détriment de sa dimension régulatrice indispensable à toute action.

Et quand bien même les organisations disposeraient des moyens financiers nécessaires à la réalisation d'une évaluation par un expert externe, elles se trouveraient confrontées à la difficulté de trouver des évaluateurs spécialisés dans le domaine particulier de l'EAD, et ce étant donné son caractère récent.

Enfin, il m'est apparu bien souvent une difficulté pour certains acteurs concernés à considérer l'évaluation comme faisant partie intégrante des actions à entreprendre. Il s'agit pour la plupart d'entre eux d'un moment intéressant de réflexion – à condition qu'il ne vienne pas remettre en cause l'action accomplie – mais nullement indispensable au bon déroulement des activités.

Or, l'évaluation devrait occuper notre esprit en permanence, à tous les moments d'élaboration et d'exécution des programmes, et non plus seulement à certains moments privilégiés. Ce n'est qu'à cette condition que pourra être atteinte l'amélioration de la qualité de nos activités, que nous nous devons tous d'ambitionner.

Changer les mentalités est une tâche autrement plus complexe que d'inciter à l'apprentissage mécanique de quelques techniques et outils.

Mais cela ne constitue-t-il pas l'essence même de notre rôle en tant qu'éducateurs au développement ?

3. Quelles sont les principales difficultés et limites rencontrées dans l'utilisation de méthodes d'évaluation le plus couramment utilisées dans votre secteur ?

L'évaluation interne réalisée par l'équipe éducative : on peut craindre pour l'objectivité de l'évaluation car les exécutants sont partie prenante dans l'action. De plus, les faiblesses relevées dans l'atteinte des résultats peuvent être vécues comme une remise en cause des personnes (membres de l'équipe éducative) qui en sortent déstabilisées. Cette forme d'auto-évaluation peut très vite déboucher sur de l'auto-justification.

L'évaluation par le public cible : Lors de la récolte de l'information auprès du public avec qui les intervenants ont des relations **soutenues**, celui-ci pourrait éprouver des difficultés à critiquer ou à complimenter l'action. De plus, ces animations ne sont pas toujours réalisées de manière rigoureuse : manque de temps en fin d'activité ; après l'activité, il faut souvent courir après le public pour qu'il transmette son évaluation écrite.

Le comité de suivi comprenant des membres externes (experts, partenaires,...) : Le fonctionnement en groupe peut s'avérer par certains aspects un frein à la productivité. Le groupe n'est en effet de manière générale pas toujours performant pour des tâches dites d'appréciation surtout si les membres viennent d'horizons différents et n'ont pas eu le temps requis afin d'apprendre à collaborer efficacement, c'est-à-dire à recueillir et traiter rapidement l'information nécessaire à la prise de décision. De plus, les membres ont

parfois tendance à donner la priorité à leurs objectifs propres, négligeant souvent les objectifs de l'ensemble dont ils font partie.

L'évaluation réalisée par un expert indépendant : Etant donné le peu de temps dont dispose l'évaluateur, il peut éprouver des difficultés à approfondir l'analyse. En outre, les bénéficiaires de l'évaluation peuvent éprouver des difficultés à comprendre et mettre en œuvre les conclusions et recommandations. Le danger est en effet que ceux-ci ne subissent l'évaluation au lieu de se l'approprier. Une des conditions d'efficacité réside dès lors dans l'étroite collaboration entre l'expert et les intervenants en EAD et dans la négociation claire et précise des termes de référence de l'évaluation.

Quelques difficultés liées aux évaluations en général souvent relevées :

- Difficulté d'élaborer des indicateurs objectivement vérifiables en EAD
- Processus sur le long terme (effets dans 10 ou 15 ans)
- Processus multiple (le changement est souvent le fruit d'une conjonction de différents facteurs. Comment dès lors déterminer la part d'une action d'ED précise ?)
- Absence d'élaboration de Baseline (méconnaissance du contexte, des besoins en EAD du public cible visé)
- Absence d'évaluation d'orientation (identification) nécessaire à l'élaboration de l'action.
- Le volume de travail et de temps que l'évaluation peut représenter (On risque de passer plus de temps à évaluer qu'à mettre en œuvre l'action elle-même).
- Surcharge du travail administratif imposé par les pouvoirs subsidiaires

4. Pouvez-vous mutualiser des ressources pédagogiques ou des références bibliographiques en la matière ?

Livres :

- Dennerly, M., *Evaluer la formation*, Paris : ESF Editeur, 2001
- Meignant, A., *Manager la formation*, Rueil-Malmaison : Editions Liaisons, 1997, 4^{ème} édition
- Martin, J.-P., Savary, E., *Formateur d'adultes. Se professionnaliser. Exercer au quotidien*, Bruxelles-Lyon, Evo-chronique Sociale, 1999

Revues :

- Antipodes, *Evaluation en éducation au développement – Que font les ONG du 1% ?*, Bruxelles : ITECO, n°155, décembre 2001
- Antipodes, *Qui veut la fin veut les moyens – Méthodologie d'évaluation en éducation au développement*, Bruxelles : ITECO, n°156, avril 2002

Dossiers :

- Unité d'évaluation de l'office de coopération Europaid, *Manuel de gestion du cycle de projet*, Bruxelles : commission Européenne-Europaid, mars 2001
- Charlier, Philippe, *documents d'information relatifs aux principes théoriques en évaluation*, Louvain-La-neuve : Bureau d'Ingénierie en Education et en Formation, mars 2002
- Etude du COTA réalisée en 2000 auprès de l'ensemble des ONG belges sur les pratiques en terme d'évaluation et d'identifier leurs besoins en cette matière

5. Lors de l'atelier, par pays, vous présenterez un exemple d'une expérience d'évaluation ou d'une méthode qui a enrichi votre pratique avec ses forces et ses faiblesses. Pouvez-vous présenter un résumé de cette expérience ?

Type d'expérience : expérience d'évaluation de régulation (à mi-parcours) réalisée par un expert indépendant, d'une action d'EAD afin d'apporter les ajustements nécessaires pour améliorer l'atteinte des objectifs.

Action évaluée : Campagne éducative pilote réalisée par Solidarité Socialiste (de septembre 2003 à juin 2007) sur le thème des droits sociaux (santé et éducation) au Nord et au Sud, déclinée en 2 modules de 2 ans consécutifs. Chaque module comprend une année de phase théorique et une année de pédagogie du projet. Le module santé s'adresse à 8 classes de 5^{ème} et le module Education à 6 classes de 3^{ème} primaire réparties dans 4 établissements scolaires situés en région Bruxelloise (2) et Mons-Borinage (2).

Cette action peut être considérée comme pilote étant donné le peu d'expérience d'actions menées par les ONG dans l'enseignement primaire ; celles-ci privilégiant habituellement l'enseignement secondaire.

L'objectif est donc de tirer les leçons de l'expérience afin de les capitaliser et de les systématiser.

Il était donc primordial d'élaborer un dispositif d'évaluation de type endoformatif, continu et participatif, et de choisir comme cible principale de l'évaluation de mi-parcours le point le plus problématique de l'action, à savoir l'implication des enseignants dans l'action.

L'évaluation a donc principalement consisté à vérifier si les « attentes de rôle » pesant sur les enseignants étaient ajustées à leur réalité scolaire et à leur motivation.

Les enseignants étant le relais de l'action auprès des élèves, la façon dont ils remplissent ce rôle en conditionne fortement la réussite et surtout la durabilité de l'action.

Il va sans dire qu'un tel angle d'évaluation ne permettait pas de mettre en lumière les résultats positifs constatés auprès du public cible à savoir les enfants

Moment de l'évaluation (avril- mai 2005) : L'époque de réalisation de l'évaluation constitua un facteur contextuel important. En effet, celle-ci a été réalisée au moment de la production des outils de sensibilisation par les classes. Dans cette situation, étant donné l'insécurité et la crainte de résultats limités, la tendance pour les enseignants a été d'émettre davantage de jugements critiques pour se justifier préventivement d'un faible rendement. Cela a d'ailleurs été confirmé par la grande satisfaction que ces mêmes enseignants ont exprimé après la finalisation et la diffusion des outils réalisés.

Le choix de l'évaluateur : Issu du monde de l'enseignement, l'évaluateur a pu se présenter comme tel, ce qui a facilité les contacts avec les enseignants, étant dès lors dans un climat de confiance.

Ce que cette expérience d'évaluation a apporté à la pratique de l'équipe éducative ;

Les principaux apprentissages au niveau de l'action en cours :

- Une meilleure connaissance du contexte « institution scolaire » mettant en évidence l'inadéquation entre celui-ci et la stratégie éducative menée.
- La nécessité d'élaborer des dispositifs éducatifs modulables selon les écoles voire selon les classes ainsi que de fixer les résultats à atteindre au cas par cas. Les résultats étaient, en effet, fixés de manière uniforme sans tenir compte de la situation initiale de chaque classe (niveau de connaissances, de ressources, de motivation,...)
- La mise en évidence des effets négatifs induits par le manque d'espaces formels de concertation dans l'école.
- Le risque de décrochage, plus ou moins élevé selon le cas, des écoles participantes. Ce qui a permis soit d'apporter des modifications souhaitées afin d'éviter ce décrochage, soit d'identifier à temps de nouvelles écoles partenaires.
- L'importance de concrétiser les thématiques abordées pour les rendre plus proche du vécu du public cible.
- La nécessité et la manière d'adapter aux attentes des enseignants les outils pédagogiques mis à leur disposition afin d'en optimiser l'exploitation.
- La prise de conscience et la meilleure compréhension de la logique de l'autre (l'enseignant dans ce cas précis) et donc la mise en évidence des divergences sur la conception et la mise en œuvre du projet, sur les rôles attendus, les attentes non clarifiées au départ,...

Les principaux apprentissages en terme d'évaluation :

- L'importance de réaliser une récolte de données rigoureuse et de les capitaliser afin de faciliter le travail de l'évaluateur. Ce qui implique d'avoir identifié les données pertinentes à récolter, les outils de récolte de données appropriés et les personnes chargées de la récolte et de la capitalisation des données, et ce en début d'action. C'est pourquoi l'évaluation doit être envisagée au moment de l'élaboration de l'action et faire partie intégrante de celle-ci.
- L'importance du moment choisi et de la sélection de l'évaluateur pour réaliser l'évaluation.
- La richesse d'un regard externe (non impliqué dans l'action) ayant une bonne connaissance du contexte de l'action menée. Même si nous avons, avant l'évaluation, déjà identifié la plupart des problèmes soulevés, ceux-ci ont été confirmés par une personne légitime garantissant davantage d'objectivité.
- La nécessité de réaliser une évaluation d'orientation avant l'élaboration de l'action afin d'avoir une bonne connaissance du contexte, de clarifier les attentes des partenaires et du public cible, de clarifier le rôle de chacun,...
- Ne pas chercher l'auto-satisfaction par l'évaluation est indispensable pour l'apprentissage et donc la professionnalisation. L'évaluation doit être considérée comme une méthode d'apprentissage.
- A permis à l'équipe éducative (en période de doute au moment de l'évaluation) de reprendre confiance en ses capacités et compétences et à la redynamiser étant donné que l'évaluation ne remettait pas en cause les personnes où les compétences de celles-ci mais tout un système peu adapté à l'action telle qu'elle avait été élaborée et à ses objectifs initiaux. De plus, les recommandations émises apportaient de nouvelles perspectives.

- L'équipe éducative a pris conscience de la nécessité de faire appel à un médiateur pour négocier le futur de l'action avec les enseignants concernés (permettant aux enseignants de s'exprimer en toute liberté). Etant donné la relation de confiance qui s'était établie entre l'évaluateur et les enseignants ainsi qu'avec l'équipe éducative, celle-ci l'a mandaté pour réaliser cette négociation.
- A permis à l'équipe éducative de clarifier ses propres frustrations, attentes, besoins et limites.

Faiblesses :

- L'évaluateur avait parfois tendance à encourager à tout prix la satisfaction des enseignants nonobstant la vision et la mission de l'ONG ainsi que ses contraintes. Nous avons donc dû rappeler le cadre de notre mission (objectifs pédagogiques, méthodes participatives, nécessité que les enseignants s'impliquent un minimum en vue de la durabilité de l'action,...)
- Manque de temps et de moyens pour échanger davantage avec l'évaluateur.
- Le moment de l'évaluation, imposé par l'échéance de l'introduction du plan d'action 2006 de la DGCD. L'idéal aurait été de réaliser l'évaluation après la finalisation et la diffusion des outils par les classes.

En conclusion :

L'équipe éducative s'est approprié l'évaluation et l'a vécue comme un succès et ce malgré le fait que les conclusions de l'évaluation aient mis en lumière de nombreuses difficultés, voire des échecs par rapport aux objectifs fixés. L'explication semble résider dans le fait qu'une culture de l'évaluation est bel et bien présente au sein de l'équipe éducative, mais également dans la qualité de l'évaluateur et de la relation qui s'est établie entre les différents acteurs impliqués.

5.1.2. Plaquette de présentation de la campagne éducative de Solidarité socialiste « *L'école, un droit qui donne des droits* »

Votre classe au cœur du monde du développement

Votre classe a été choisie ainsi que 15 autres classes de Belgique pour plonger dans la découverte de l'Afrique, de l'Amérique Latine, des réalités de l'Asie, dans le monde de la coopération au développement et du « Sud », à travers des sorties, des animations, des rencontres, des activités pour que les enfants échangent, discutent, découvrent, imaginent et ... inventent leur propre projet de sensibilisation.

Quels thèmes dans le développement ?

L'accès aux droits sociaux, thème « poumon » du développement, chez nous, mais aussi dans les pays du Sud, sera développé en deux ans. Des portes d'entrée telles que l'accès à « l'école », aux « soins », seront les moteurs des animations.

Qui participe ?

Vous ne serez pas seul(e), c'est toute une équipe et tout un réseau qui viennent vous accompagner dans l'action.

A Bruxelles : les Ecoles n°1 et n°17 de Schaerbeek, dans le Brabant Wallon, les écoles de l'entité de Braine L'Alleud, et dans le Hainaut : l'école Jules Destrée à Quaregnon. Au total, une quinzaine de classes de l'enseignement primaire sont partenaires de l'action. Plusieurs classes par école sont impliquées.

Un Comité d'accompagnement existe déjà, avec des animateurs, des enseignants ayant participé à la précédente action éducative de Solidarité Socialiste sur l'Eau, des experts dans les thématiques de la santé et de l'éducation au Nord et au Sud, des membres de l'équipe de Solidarité Socialiste. Vous pouvez compter sur eux, sur nous, vous pouvez demander de l'aide, un soutien, proposer des idées, donner votre avis, ... C'est votre expérience qui nous intéresse.

Des espaces d'échanges avec les membres de notre équipe dans votre établissement scolaire, et entre les classes partenaires, peuvent être mis en place : vous êtes au cœur du processus, vous connaissez votre classe mieux que quiconque, et votre apport sera le ciment et le moteur de l'action.

Nous vous proposons :

La première année :

- Quatre heures trente d'animation par semestre vont être réalisées en classe par des passionné(e)s des relations Nord/Sud. Nous viendrons tout d'abord nous présenter à la rentrée scolaire. Puis, en octobre, nous participerons à un atelier d'immersion dans les réalités du Sud. Ensuite, en février, un de nos partenaires du Sud, un animateur burkinabé, viendra spécialement pour l'occasion. La dernière animation sera programmée en avril-mai et fera appel à notre créativité pour exprimer les acquis de cette première

année. Une approche pédagogique active et participative est prévue. L'action n'est en effet pas envisagée comme une transmission de savoirs, mais comme une construction de connaissances par le groupe classe en vue de mener une action ensemble; chacun (animateurs, enseignants, enfants, direction, partenaires du Sud, ...) apportant son potentiel, ses compétences, sa créativité, son expérience. De plus, la richesse interculturelle des classes permet également de faire le lien avec le pays d'origine des enfants, ce qui les valorise en terme d'identité.

- Vous ne serez pas laissé sans information : un dossier pédagogique sur le thème de l'éducation et de la santé au Nord et au Sud ainsi qu'une valise pédagogique composées d'outils (livres, jeux, vidéos, dossiers pédagogiques...) seront mis à la disposition de votre classe, pour compléter l'information, faire le lien avec les autres matières, mener des activités sur les thèmes abordés. Une liste de ces différents outils disponibles vous sera donnée.
- Le carnet du petit reporter : chaque enfant peut disposer d'un carnet où il pourra écrire, coller, insérer tout ce qui le marque, l'intéresse, l'interpelle... laissant libre cours à sa créativité, son imagination. La classe peut aussi décider de créer son outil collectif (carnet de bord) qui permettra à des petits groupes de s'occuper d'une question plutôt qu'une autre, où le partage des idées et les décisions à prendre favorisent l'esprit de collaboration et la participation de chacun dans un objectif commun...
- Vous pourrez «rencontrer» des enfants et des classes du Sud, par le biais de la correspondance scolaire. Chaque classe, si elle le souhaite, aura la possibilité d'échanger avec une classe du Sud (Sénégal ou Burkina Faso) afin d'enrichir mutuellement les connaissances et réflexions sur la réalité des uns et des autres. Nous vous proposons un type d'échange collectif sous forme de « Roman Photo » afin de rendre plus concrètes les réalités de ces deux pays. Ces échanges, seront gérés et encadrés par les enseignants et pourront devenir des outils de partage de connaissances, d'expériences, des moments de rédaction commune pour la classe.
- Un coffre aux trésors, sera réalisé, sur deux ans et collectivement (classes, animatrices, partenaires, comité d'accompagnement, ...) afin d'enrichir de manière plus concrète (photos, objets, liens internet, ...) la future réalisation de l'outil de sensibilisation.
- Un weblog (journal électronique) sera l'outil de communication commun à toutes les classes participant à cette action. Il nous accompagnera pendant les deux ans.

La deuxième année :

- Elle sera basée sur la réalisation d'un projet porté par les enfants de votre classe, qui pourront imaginer ensemble, avec vous, un outil de sensibilisation de leur choix (exposition, chanson, journal, pièce de théâtre, jeu, ...) sur les thèmes abordés lors de la première année. Pour cela, nous mettons à disposition un budget de 400 EUR par classe et nous assurerons 4h30 d'animation d'encadrement par semestre, dont une, à nouveau, par un animateur partenaire, cette fois sénégalais. En fonction, des besoins du projet, les enfants poursuivront leurs recherches (continuation des échanges avec les classes du Sud, questions aux animateurs de l'ONG, enquêtes dans leur entourage, travail à partir de fiches pédagogiques...). Ils participent et développent leur esprit critique, leur capacité à

rechercher de l'information, leur créativité, leur capacité à s'organiser et à travailler en groupe, l'esprit d'équipe...

- Le carnet individuel et/ou collectif continuera sa vie propre. Il retrace l'histoire de la riche expérience, individuelle de l'enfant, collective de la classe...
- Enfin, nous vous proposons d'organiser une journée/événement dans votre établissement scolaire en fin d'année. Cette rencontre sera l'occasion pour chaque classe de diffuser les outils réalisés et de partager plus largement son expérience avec l'ensemble de l'école, les parents, les associations du quartier.

... des idées ? des suggestions ?

Faites nous partager vos suggestions, vos remarques, vos questions ...

Coordinatrice(s) de l'action éducative à Solidarité Socialiste :

Géraldine Georges : ggeorges@solsoc.be Tél : 02/5054083

Chantal Jadot : cjadot@solsoc.be Tél : 02/5054085

Perrine Crevecoeur : pcrevecoeur@solsoc.be Tél : 02/5054080

Solidarité Socialiste

Solidarité socialiste est une ONG qui soutient des projets de développement dans les pays du Sud (en Afrique, en Amérique latine et au Proche-Orient). Parallèlement, elle mène un travail de sensibilisation, d'éducation auprès de la population francophone de Belgique.

Notre action d'éducation au développement dans les écoles

Notre travail consiste à conscientiser les acteurs de l'école sur des problématiques de développement qui concernent tant le Nord que le Sud telles que l'accès aux droits sociaux ... L'objectif principal consiste à promouvoir des valeurs et des attitudes solidaires auprès de notre public par le biais d'actions éducatives qui visent à montrer l'interdépendance des phénomènes du développement, à proposer des clés d'analyse et d'interprétation de ces phénomènes, à lutter contre les stéréotypes sur le Nord et le Sud et, enfin, à proposer des actions concrètes de coopération solidaire.

Pourquoi l'éducation au développement ?

Pour que vous et votre classe disposiez de connaissances plus concrètes sur les relations Nord/Sud et plus particulièrement sur les questions des droits sociaux. Ces connaissances portent sur les interrelations Nord/Sud, la réalité du Sud, les inégalités en matière de pouvoirs et de ressources, les alternatives aux problématiques au Nord et au Sud, les pistes d'engagement possible et plus particulièrement l'importance de la sensibilisation dans son environnement.

Pour amener les enfants à développer LEUR projet et à produire collectivement un outil de sensibilisation de leur choix entièrement réalisé par eux, sous votre conduite.

Pour valoriser les enfants dans leur rôle de porte-parole de la citoyenneté et de la solidarité et créer un effet multiplicateur, c'est-à-dire les amener à faire partager leur expérience et à la transmettre à un large public.

Pour participer à faire évoluer positivement les mentalités des enfants ; les conscientiser sur l'importance de maintenir et de renforcer l'accès aux droits sociaux (l'éducation, la santé, ...) au Nord et au Sud comme gage de démocratie et de citoyenneté.

5.1.3. Une expérience d'évaluation selon l'évaluateur

Alain AUSSEMS
Évaluateur et enseignant

1 La méthodologie de l'évaluation

1.2 Intérêt de l'évaluateur pour l'évaluation

Cinq motifs au moins m'ont conduit à répondre positivement à l'offre d'évaluation de l'action « écoles » diffusée par 'Solidarité Socialiste' (SolSoc) sur le site ACODEV :

1. Un *intérêt professionnel pour le secteur* de l'éducation au développement dans l'enseignement ; ayant moi-même été à un moment de mon parcours professionnel 'enseignant actif' dans ce domaine, j'ai bien incorporé, de l'intérieur, la complexité de cette situation d'interaction (interaction entre le système scolaire et le monde des ONGs, entre une école et une ONG spécifique, entre les acteurs de l'école et ceux de l'ONG)
2. Une *expérience propre d'évaluation* en Europe et dans les pays du Sud (Afrique et Amérique latine)
3. Le fait de n'avoir *pas d'expérience spécifique* en évaluation d'actions d'éducation au développement ; j'avais donc une forte motivation à tenter de transférer dans ce secteur mes compétences
4. De plus, l'évaluation devait porter moins sur les résultats quantitatifs que sur l'aspect *qualitatif* et les *processus* de l'action ('qu'est-ce qui se passe' qui affaiblit la 'portée' des résultats ?) ; en effet, l'expérience d'évaluation enseigne qu'une approche trop exclusivement 'technico-mécanique' (en terme de cadre logique, objectifs, résultats, indicateurs) est très souvent insatisfaisante pour les acteurs de l'action ; une telle approche en occulte le sens et la compréhension plus qu'elle ne les éclaire (il arrive que des actions techniquement bien conçues et bien exécutées engendrent beaucoup d'insatisfactions et revêt peu de valeur aux yeux mêmes des acteurs ; on ne peut simplement 'faire fi' de ce manque de 'valeur sociale' et de ses effets). Cette composante qualitative et compréhensive est d'autant plus incontournable qu'il s'agit d'actions sociales, et *a fortiori* éducatives ...
5. Le fait que l'évaluation soit une *évaluation intermédiaire* a aussi été un facteur de motivation ; en effet, une telle évaluation, loin de se réduire à un bilan/constat, possède le potentiel d'encore pouvoir induire des changements dans l'action ; elle présente aussi une forte composante 'formative' pour les différents acteurs de l'évaluation...

1.2. L'évaluation proprement dite

a) Les étapes de l'évaluation ont été les suivantes :

- **Prise de connaissance des 'Termes de Référence'** – Ici, la lecture des termes de référence laissait une impression de clarté mais éveillait aussi beaucoup de questions et de curiosité : 'pédagogie participative et active', 'pédagogie du projet', 'stratégies /

méthodes' mises en place, etc. Comment tout cela était-il capable de 's'adapter' au système scolaire ?

- **Premier briefing** – Il a permis d'identifier la demande et de recevoir différents documents concernant l'action en cours.
- **Étapes ultérieures** – Comme c'est souvent le cas, le *timing* d'une évaluation consiste environ en 1/3 de lecture des documents, 1/3 terrain, 1/3 rapport...

b) Premières constatations - après *briefing* et lecture des documents, plusieurs constatations s'imposaient :

1^{er} constat : **Grande compétence du personnel de l'ONG** qui maîtrise très bien le **cadre logique** (je ne me sentais pas d'une grande utilité à ce niveau)

2^e constat - C'est le **personnel** qui **exécute/pilote** l'action qui l'**a conçue** lui-même (cadre logique), ce qui est un cas très exceptionnel

3^e constat - L'action bien conçue est exécutée selon le chronogramme prévisionnel et les **résultats prévus** sont en grande partie **atteints**

4^e constat - Paradoxalement règne un grand **sentiment d'insatisfaction** ; il existe un écart entre l'idéal de la conception de l'action (cadre logique, etc.) et l'effet réel : des écoles ont décroché (d'autres les ont remplacées), les projets n'avancent pas 'comme voulu', ils n'ont pas l' 'envergure désirée', etc. Il apparaît nécessaire de faire le point sur l'objectivité et/ou la subjectivité (niveau d'attente) de cette insatisfaction.

5^e constat - L'**efficacité** apparaît problématique dans le sens où **les résultats produits ne semblent pas réaliser les objectifs avec l' 'ampleur' désirée**, l'appropriation de l'action par les enseignants (bénéficiaires directs ou indirects?) est questionnée (les enseignants sont d'emblée considérés comme 'relais' de l'action!) ; il semble s'agir davantage de problèmes de **pertinence**, d'un manque de connaissance du contexte scolaire par l'ONG et d'un manque d'identification du comportement des acteurs dans ce contexte.

c) Propositions

- J'ai pensé que l'évaluation devait surtout permettre de réduire cet écart entre l'idéal / les attentes et le réel scolaire ...
- Une proposition de schématisation du **dispositif de l'action** a été discutée puis approuvée en vue de situer les analyses et les questions
- J'ai alors proposé en amont une **analyse du contexte** (freins et ressources) et des 'processus' en cause ; « processus » est entendu ici comme « ensemble de mécanismes en jeu dans le contexte scolaire et qui semblent 'freiner l'action' »... A titre d'exemples : le manque de demande des bénéficiaires (tel que signalé d'ailleurs dans l'évaluation ex-ante), une mauvaise connaissance des mécanismes/procédures de décision dans l'enseignement ainsi que des responsabilités et des rôles des différents acteurs (directions, enseignants, formation continuée, espaces de concertation, conseils de participation, etc.), ...
- Une **analyse inductive et empirique** (entretiens semi-directifs, acteurs par acteurs, du bas vers le haut) a ensuite été proposée afin de permettre la mise en évidence de quelques processus de désajustement :
 - un rapport différencié (ONG-école, enseignants-animatrices) au **temps**, aux **rythmes**, à la conception du '**projet**' (exemple : l'ONG propose une action sur cinq ans, ce qui est surréaliste dans l'enseignement, vu les changements

de nominations et d'affectations d'une année à l'autre, mais reste cependant un défi intéressant ! Pour les enseignants, un 'projet' a parfois la durée d'un mois seulement)

- une mauvaise appréciation de l'effet des **classes multigrades** lors du passage d'une année à l'autre
- une sous-estimation des effets des **références à une action passée**, idéalisée (*a posteriori*)
- des **attentes mutuelles de rôle** très différentes et peu explicitées, la question de fond étant , « *des enseignants et des animatrices-ONG, 'qui accompagne qui', en fin de compte 'dans le projet de qui' et 'comment'?* »
- une **(in)adaptation différenciée des thématiques** proposées (santé / éducation) qui relevaient plus des enjeux de l'ONG que de l'enseignant
- Enfin, une analyse des différents éléments du dispositif a été réalisée sous l'angle des critères demandés (efficacité, efficience, pertinence), avec l'objectif de passer **du constat aux recommandations** ...

2 Les apports de l'intervention selon l'évaluateur

2.1. Apport pour les enseignants ?

Remarquons que les enseignants ont été d'emblée spontanément et un peu ingénument assignés au rôle de « relais » sans qu'il y ait eu de réel questionnement pour savoir s'ils se reconnaissaient eux-mêmes comme tels ou s'il ne fallait pas négocier avec eux un projet d'intervention qui puisse leur permettre de s'approprier ce rôle...

- Un mois après l'évaluation, l'évaluateur a pu rencontrer à nouveau les enseignants :
- Cette rencontre s'est déroulée dans le cadre d'une nouvelle mission et d'un changement de rôle : d'**évaluateur** à **médiateur** (en vue de renégocier ou rompre les contrats avec les enseignants / écoles)
- À cette occasion, **il leur a été proposé aux enseignants de donner un *feedback*** sur l'évaluation
- Il s'en est suivi ce constat (sans jugement) : les enseignants ont manifesté une quasi absence d'intérêt pour le document d'évaluation et plus globalement pour l'évaluation, comme si l'évaluation, c'était essentiellement 'l'affaire de l'ONG' !
Exemple :
 - quasi aucun enseignant n'a lu l'évaluation (manque de temps !)
 - l'évaluateur / médiateur a été accueilli dans une école, le dernier jour, avec les paroles suivantes : « C'est la dernière fois, hein!? » (sous-entendu : « Encore vous! »)
 - un enseignant qui a lu l'évaluation a pris le *continuum* empirique (typologie systémique des écoles) pour une 'comparaison entre les écoles', ce qui a induit une réaction défensive...
- Éléments d'interprétation :
 - les enseignants sont habitués à une **évaluation 'certificative'**, de contrôle, bien plus qu'à une évaluation 'formative', de négociation
 - dès lors, il y a un certain **manque de compréhension de la démarche d'évaluation du type de celle pratiquée par les ONG** sur base du « cadre logique », type d'évaluation qui n'a ni cours ni sens dans l'enseignement

- il y a une sorte de réflexe à confondre les rôles **évaluateur / inspecteur** (*Est-ce que j'ai bien fait mon travail !?*), ce qui engendre parfois une réaction défensive et/ou de justification
- les enseignants, très occupés par des **tâches/routines professionnelles** (légitimes), **manifestent une grande inertie** (et peu de volonté et de possibilité) **pour intégrer d'autres rythmes** (ceux de l'ONG)
- ils **critiquent** et remettent en question davantage l'ONG et/ou ses membres qu'eux-mêmes qui ne semblent pas concernés par l'évaluation
- leur attitude relève d'une **réaction globalement 'défensive'** du monde enseignant et des enseignants plus âgés qui ont subi beaucoup de changements en cours de carrière et ont vécu plusieurs mouvements de grève sans grands résultats ; sur eux pèsent beaucoup d'attentes et de critiques, notamment de la part des parents ; d'où une réaction corporatiste et compréhensible à se définir comme « les professionnels » de l'éducation. Il ne s'agit pas d' « être d'accord ou non » mais de « tenir compte » de cet état de chose ...
- il y a aussi grande inertie à changer les mentalités et les « **représentations** » **du développement**, des ONG de développement et du « ramassage de fonds » souvent lié à la sensibilisation...

2.2 Apport pour l'évaluateur :

Il s'est agi d'une bonne expérience / apprentissage **de transfert de compétences** d'évaluation dans le domaine de l'éducation au développement (« *chez moi, sur mon terrain* »).

Cette expérience a induit une prise de conscience de la nécessité et de la possibilité de se perfectionner et d'échanger les pratiques.

Rencontrer du personnel ONG très compétent et motivé, en questionnement et désireux de s'améliorer a été très fructueux et satisfaisant : ce n'est pas une évaluation qu'on met dans un tiroir, mais bien une évaluation motivante où l'on sent la demande et où l'on sait qu'il y aura un effet...

3 L'évaluation par l'évaluateur

L'action à évaluer était spécifique : une action d'éducation au développement « dans l'enseignement » et plus précisément « dans l'enseignement primaire », action ayant lieu dans le cadre formel des 'cours'... et sur cinq an ... La problématique spécifique de l'enseignement, le contexte scolaire et le comportement des acteurs dans ce contexte sont des données de base qui doivent être prises en compte pour construire et mener l'action d'éducation au développement.

4 Évaluation de l'évaluation

Faiblesses :

- Même si l'évaluation a tenté d'approcher TOUS les acteurs, elle a 'surtout' été centrée sur un type d'acteurs : les enseignants, et pas sur les bénéficiaires, les enfants, ce qui donne une vue partielle et des résultats relatifs, à nuancer !
- L'évaluation a été réalisée à un moment donné de l'année (fin d'année scolaire) et de l'action (mi-parcours après deux ans, au moment où pesait sur les enseignants la contrainte de produire des résultats *via* des micro-projets de classe et leur crainte de ne pas y arriver) : il faut donc contextualiser et atténuer les jugements négatifs émis sous la pression du stress !
- Que mesurer au niveau des apprentissages (comportements, attitudes, représentations) ?
- Qui doit mesurer (ressource financières et humaines) ? Enseignants, ONG ou DGCD ?

Forces :

- Le cadre logique' est une façon de construire l'action et offre un cadre pour situer, poser les questions (la pertinence, par exemple), mais il ne permet pas d'y répondre...
- Intérêt (mais aussi difficulté) de faire communiquer deux systèmes et espaces professionnels si différents (logique de travail, rythmes, etc.)
- Or, il y a un intérêt mutuel qu'il faut explorer et exploiter (ONG = oxygène et ouverture dans l'enseignement)
- Une action sur 5 ans, dans le contexte scolaire, soumise à l'évaluation, est un défi, un challenge... pas gagné d'avance !

Considérations / questions (comme évaluateur et enseignant):

1. Les objectifs de l'éducation au développement sont des objectifs à long terme : changements de connaissances, d'attitudes et de comportements
1. Il y a eu des tentative de l'ONG pour appliquer une méthode en vue d'intercepter/évaluer ces changements (changement des représentations) ; malheureusement, l'instrument pas très 'sensible' ni bien maîtrisé
2. Comment impliquer les enseignants dans l'évaluation des acquisitions/apprentissages des élèves (c'est plus facile pour les connaissances) ? Comment légitimer ce type d'évaluation et d'apprentissage dans l'enseignement primaire (où les objectifs prioritaires et pertinents aux yeux des parents restent le calcul, la lecture et l'écriture, ...)
3. A imaginer que la méthode d'évaluation du changement soit efficace, comment maintenir et faire évoluer ces changements dans le temps et dans le sens attendu ? Les trajectoires des élèves sont complexes, les influences multiples ...
4. Il faudrait une étude systématique sur les liens entre les interventions d'éducation au développement et les changements souhaités ; sans cela, ce lien n'est qu'hypothétique...

5.2. Contexte au Grand Duché du Luxembourg

Delfina BEIRAO
Chargée de mission
Service Education Nord-Sud

Monica FERNANDES
Equipe éducative
Caritas Luxembourg

1. Dans votre pays ou contexte, quelles sont, selon vous, les pratiques actuelles en terme d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?

L'ED au Luxembourg n'a pas un long passé, pas plus qu'une dizaine d'années. Et ce domaine n'a commencé à se professionnaliser que depuis 3-4 ans :

- a. les ONG ont pris conscience que la sensibilisation est autre chose que la collecte de fonds ;
- b. de plus en plus d'ONG emploient un permanent pour s'occuper uniquement de ce volet après avoir pris conscience que cette tâche complexe ne peut pas incomber exclusivement aux bénévoles ;
- c. la Direction de la Coopération vient de définir des critères dans d'ED ; sans donner toutefois de l'importance à l'évaluation ;

Bien qu'ayant entamé une réflexion sur l'ED, les ONGD luxembourgeoises se trouvent toujours au stade de l'élaboration d'activités : recherche de sujets, analyse des besoins des groupes, élaboration d'outils, recherche de méthodes d'animation, etc. Une réflexion sur l'évaluation est parfois menée après l'activité, mais rarement en amont de l'activité. A notre connaissance, aucun projet n'a été mené jusqu'à présent au Luxembourg où l'évaluation faisait partie du projet dès son élaboration.

2. Dans votre pays ou contexte, quels sont, selon vous, les questions actuelles et les besoins à combler pour y répondre en terme d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?

Le besoin de mener une réflexion sur l'évaluation en ED et d'évaluer correctement les activités commence tout juste à émerger.

Tout reste donc encore à faire : une réflexion sur la nécessité d'évaluer, une analyse des différents éléments (objectifs, groupe-cible choisi, méthodes, outils, mais aussi l'impact) à évaluer, une transmission de méthodes et une réflexion sur les indicateurs.

Il y a donc un besoin d'identifier clairement les éléments à évaluer et puis de trouver des méthodes d'évaluation adaptées à chaque élément.

3. Quelles sont les principales difficultés et limites rencontrées dans l'utilisation de méthodes d'évaluation le plus couramment utilisées dans votre secteur?

Les méthodes les plus utilisées :

- a. questionnaire sur les méthodes utilisées,
- b. questionnaire sur le contenu,
- c. discussion ouverte sur le pressenti du public à la fin de l'activité,
- d. analyse de leurs représentations avant l'activité et à la fin à travers des dessins ou des mots-clés sur un sujet,

La plus grande difficulté consiste à analyser l'impact sur le changement de valeurs ou de comportement de l'activité puisqu'il vaut garder un certain suivi avec le même groupe. La difficulté est d'impliquer le groupe dans une démarche d'évaluation à long terme.

Certaines ONGD ont évalué les outils pédagogiques auprès d'un groupe-test avant de les utiliser sur le terrain. La difficulté est de trouver un groupe qui à la fois ait les mêmes caractéristiques que le groupe-cible et qui puisse proposer des changements pour améliorer les outils.

4. Pouvez-vous mutualiser des ressources pédagogiques (documents, grilles, critères,...) ou des références bibliographiques intéressantes en la matière (évaluation, éducation, répertoire d'expériences, éducation au développement) ? (veuillez référencer de la manière la plus complète, et indiquer où ces documents sont disponibles)

Les ressources que nous connaissons sont celles transmises pendant l'Université d'été de Peniche, donc connues par ITECO

5. Lors de l'atelier, par pays, vous présenterez un exemple d'une expérience d'évaluation ou d'une méthode qui a enrichi votre pratique avec ses forces et ses faiblesses. Pouvez-vous présenter un résumé de cette expérience ?

Nous ne pouvons pas présenter un projet. Nous pourrions tout au plus revenir sur une campagne menée par un groupe d'ONGD - les plus actives en ED au Luxembourg - dans le cadre de la présidence du Luxembourg. Cette campagne a déclenché le besoin de mener une réflexion sur l'évaluation au Luxembourg. Un groupe de six ONGD a mené pendant l'année scolaire 2004/2005 une campagne commune sur la situation des agriculteurs du Nord et du Sud et l'impact de la PAC sur les agriculteurs dans le monde. L'appréciation des différentes ONGD du projet commun était très mitigée. Une « réunion d'évaluation » à la fin du projet a montré que :

- a. il aurait fallu réfléchir sur l'évaluation avant de commencer le projet,
- b. il aurait fallu réaliser une évaluation en cours de route pour éviter des erreurs pressenties dès le départ du projet,
- c. il était très difficile d'analyser les failles et les plus-values du projet,
- d. et surtout qu'une évaluation aurait aider le groupe à avancer vers un nouveau projet commun en ne commettant plus les mêmes erreurs.

Ce même groupe a décidé d'élaborer ensemble une nouvelle campagne sur l'eau pendant cette année scolaire. L'évaluation fera partie du projet dès le départ. Le groupe composé d'une dizaine d' « éducateurs » devra se lancer dans ce nouveau défi.

5.3. Contexte au Portugal

Luisa TEOTONIO

Directrice

CIDAC - Centro de intervençao para o desenvolvimento Amilcar Cabral

1. Dans votre pays ou contexte, quelles sont, selon vous, les pratiques actuelles en terme d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?

Au Portugal, 90 ONG sont enregistrées avec un statut ONG. 60 d'entre elles sont dans la plate-forme des ONG qui existe depuis 1985. 10 ONG sont impliquées dans des actions d'éducation au développement.

En 2001, un groupe Education au développement s'est formé à l'intérieur de la plate-forme avec 6 ou 7 ONG pour organiser l'Université d'Eté et définir le concept d'ED lors d'écoles organisées dans cette perspective. Une étude a été menée pour l'Etat sur les perspectives stratégiques de l'ED.

En 2005, pour la première fois, un ligne d'appui aux actions ED est créée par le gouvernement ; c'est l'Instituto (IPAD) qui est l'administration responsable. Le groupe ED, quant à lui, est sorti de la plate-forme pour prendre son autonomie.

2. Dans votre pays ou contexte, quels sont, selon vous, les questions actuelles et les besoins à combler pour y répondre en terme d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?

Nous n'avons pas d'expérience en évaluation, sauf dans le cadre du projet européen, sur base du cadre logique utilisé à la fin du projet. En 2001, Antonio de la Fuente a animé une journée sur l'évaluation pour la plate-forme.

Les besoins sont les suivants :

- besoins de formation car il y a un manque de culture d'évaluation (l'évaluation est uniquement vue comme un contrôle), des faiblesses méthodologiques, et il n'y a pas de recueil de données, de suivi (pas de « capitalisation »)
- besoins de temps
- être disposé à partager des résultats, des difficultés
- préparer les ONG à l'évaluation des projets qui seront financés par l'IPAD.
- Répondre à la demande sur la Gestion du cycle de projet (GCP) en approfondissant chaque étape : ex. identification, évaluation, pour ne pas rester dans le superficiel.
- Accompagner la stratégie gouvernementale car l'IPAD est lui-même en manque de méthodologies.

Nous envisageons la formation d'un groupe de travail avec des ONG, des représentants du ministère de la coopération et du ministère de l'éducation à l'image de l'expérience autrichienne. L'Autriche est membre de GENE (Global Education Network, soutenu par

le Programme Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Il s'agirait dans ce GT de définir l'ED, le rôle des différents acteurs et des nouveaux acteurs de l'ED.

- 3. Quelles sont les principales difficultés et limites rencontrées dans l'utilisation de méthodes d'évaluation le plus couramment utilisées dans votre secteur?**
- 4. Pouvez-vous mutualiser des ressources pédagogiques (documents, grilles, critères,...) ou des références bibliographiques intéressantes en la matière (évaluation, éducation, répertoire d'expériences, éducation au développement) ? (veuillez référencer de la manière la plus complète, et indiquer où ces documents sont disponibles)**
- 5. Lors de l'atelier, par pays, vous présenterez un exemple d'une expérience d'évaluation ou d'une méthode qui a enrichi votre pratique avec ses forces et ses faiblesses. Pouvez-vous présenter un résumé de cette expérience ?**

Nous avons l'expérience d'une évaluation par ITECO mais je vous parlerai de l'évaluation d'un programme de l'Institut de Solidarité Universitaire. Il s'agit d'un programme d'envoi de jeunes volontaires qui partent faire un travail avec des partenaires (type de chantiers) avec une vision de coopération et d'éducation au développement en Guinée Bissau et au Cap Vert. L'évaluation portait sur 5 années de ce programme avec l'idée de renforcer le partenariat et surtout la relation avec les partenaires.

Des ateliers ont été organisés avec les professeurs d'action sociale et ensuite un séminaire final a eu lieu. L'évaluation a montré que la partie éducation au développement par l'immersion était beaucoup plus importante que l'appui aux partenaires. Le programme va-t-il être réorienté vers l'ED ? Cela impliquerait d'expliquer aux partenaires qu'ils sont responsables de la formation ED dans le sud.

5.4. Contexte en France

Anne KABORE

Plate-forme.Educasol

Madie JOUBERT

CNEAP/RED de l'enseignement agricole.

Membre du groupe de travail Formation de Educasol

Marie LECLERC

CCFD.,Mandatée par Educasol dans le cadre du Forum EAD

- **Dans votre pays ou contexte, quelles sont, selon vous, les pratiques actuelles en terme d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?**

Difficile de répondre à la question car il n'y a pas de visibilité ni de lisibilité explicite de manière globale des pratiques d'évaluation. Par ailleurs, les têtes de réseau n'ont pas forcément une connaissance approfondie de la façon dont leurs groupes locaux évaluent leurs actions.

La plupart des actions menées au niveau local font l'objet d'une évaluation interne (non diffusée) et pas de manière systématique.

5 des campagnes nationales d'ead si ont fait l'objet d'une évaluation externe.

Une évaluation des actions co-financées par le MAE a été publiée (voir biblio)

La rencontre du HCCI du 20 janvier 2005 a montré que l'ensemble des acteurs impliqués dans la sensibilisation de l'opinion publique à la solidarité internationale (syndicats, collectivités territoriale, ASI, pouvoirs publics) était confronté à la difficulté d'évaluer leurs actions.

Educasol s'est donné sur les deux années à venir un programme de travail dont les objectifs sont : de savoir quelles sont les pratiques d'évaluation mises en oeuvre par les acteurs (parce qu'il y en a !), de mutualiser les outils existants et de renforcer la capacité des acteurs à évaluer leurs actions.

- **Dans votre pays ou contexte, quels sont, selon vous, les questions actuelles et les besoins à combler pour y répondre en terme d'évaluation dans le champ de l'éducation au développement ?**

Educasol a organisé une journée de réflexion le 1^{er} octobre 2004 « *Evaluer en éducation au développement et à la solidarité internationale : quels enjeux* » en s'efforçant de répondre aux questions : qui évaluer ? pour qui on évalue ? qu'est-ce qu'on évalue ? Pourquoi on évalue ?

25 acteurs étaient présents (4/5^{ème} ayant surtout été impliqués dans des évaluations « internes » et les autres dans des évaluations « externe » d'action ou de programmes d'ead-si). (synthèse de la journée envoyée en fichier attaché).

A l'issue de cette réunion, les besoins suivants ont été cernés :

- de formation sur l'évaluation

- d'outils pédagogiques sur les démarches et « le comment évaluer ? » (parfois d'outils « clés en main » pour s'en inspirer : outil d'évaluation à chaud, à froid...et plus spécifiquement de savoir faire sur le « comment mesurer l'évolution des représentations mentales du public avant et après l'intervention pédagogique »)
- de partager des méthodes expérimentales mises en place au niveau local
- d'un cadrage plus théorique sur les enjeux et les limites de l'évaluation en ead si (cadrage indépendant des financeurs mais à partir duquel on peut débattre et échanger avec eux)
- de financements pour se faire accompagner par des personnes extérieures/ « experts » au moment de la mise en place des projets ou dans le cadre d'évaluation externe
- besoin d'autonomie des acteurs pour évaluer (du fait de l'éclatement des actions)
- besoin d'accompagnement « personnalisé » au cas par cas.(le terme d'auto-évaluation accompagnée est assez consensuel)
- besoin de regards extérieurs (certes il y a une spécificité de l'ead et donc une spécificité de l'évaluation des actions d'ead mais on doit pouvoir partager un langage commun quant aux enjeux de l'évaluation).

En gros : besoin de passer du discours persuasif à l'échange d'expériences et au soutien pratique pour être en capacité d'évaluer ou/et de mieux évaluer !

- **Quelles sont les principales difficultés et limites rencontrées dans l'utilisation de méthodes d'évaluation le plus couramment utilisées dans votre secteur?**
 - Pas de perception claire de « méthodes d'évaluation » existante mais plutôt de démarches d'évaluation. (comme par exemple l'évaluation segmentée pratiquée – sans lui donner forcément cette appellation- par les acteurs et évaluateurs externe)
 - Le rapport Evalua des actions cofinancées par le Ministère des affaires étrangères français part de cette approche segmentée et souligne le fait que les acteurs évaluent :
 - (rarement) la validité de la problématique projeté
 - (indirectement) la validité du public identifié
 - (difficilement) l'audience touchée par les outils éducatifs (surtout au niveau qualitatif)
 - (difficilement) les effets à moyens et long terme sur le public : changement des représentation, attitudes et comportements
 - (jamais) la validité des hypothèses de changement des représentations attitudes et comportements des publics cibles
 - (rarement) l'impact de l'action d'ead sur la résolution effective de problème identifié initialement.
 - Difficulté à cerner ce que l'on veut vraiment évaluer : le quoi évaluer.
 - Difficulté à percevoir l'évolution des représentations d'un public « cible » (avant et après l'action) ? Comment apprécier les effets d'une action sur le long terme ?
 - L'évaluation des actions en milieu scolaire est plus systématique mais elle apparaît comme difficile à réaliser sur les actions « grand public »
- **Pouvez-vous mutualiser des ressources pédagogiques (documents, grilles, critères,...) ou des références bibliographiques intéressantes en la matière (évaluation, éducation, répertoire d'expériences, éducation au développement) ?**

Voici les outils et démarches que nous nous sommes donné pour arriver à cet objectif :

- remontée de fiches d'expérience (voir Grilles et supports)
- rédaction d'une grille de lecture des évaluations (quels ont été les démarches d'évaluation et les outils mis en œuvre ? qu'est ce que l'on peut « mutualiser » des différents pratiques d'évaluations ? (voir Grilles et supports)
- classeur de démultiplication de la formation « classique » de Educasol
- fiche de remontée des formations en EAD SI (voir site educasol)
- travail en partenariat avec le F3E pour la mise en place d'une journée de réflexion et d'échange sur ce qu'on évalue en EAD et d'une formation sur l'évaluation à destination des acteurs de terrain.
- L'élaboration du prochain recueil d'expérience Educasol sur "l'évaluation" Réalisé conjointement avec le groupe de travail "Mutualisation" de Educasol.

Eléments de biblio :

- Direction générale de la coopération internationale et du développement DGCID « *L'appui de la France aux actions d'éducation au développement 1994-2001* ». série évaluation n°75).
 - « *La sensibilisation de l'opinion publique aux questions de coopération internationale pour le développement* », Haut Conseil de la coopération internationale, 20 janvier 2005.
- **Lors de l'atelier, par pays, vous présenterez un exemple d'une expérience d'évaluation ou d'une méthode qui a enrichi votre pratique avec ses forces et ses faiblesses. Pouvez-vous présenter un résumé de cette expérience ?**

Nous présenterons la synthèse de notre démarche de réflexion menée par les membres au sein d'Educasol en se référant aux éléments

- d'une journée de réflexion organisée en 2004 « Evaluer en éducation au développement et à la solidarité internationale : quels enjeux ? »
- du texte de positionnement commun Educasol sur les "difficultés à mesurer l'impact des actions d'E.A.D.-S.I." Document diffusé pendant la journée HCCI du 20 janvier 2005.

Ensuite, Marie Leclercq, département pôle jeune du CCFD, présentera la démarche d'évaluation proposée pour les projets de voyages dans le Sud , formalisée dans le cahier pédagogique « Un visa pour le voyage » produit par Le CCFD.

L'évaluation doit s'inscrire dès le départ pour rendre compte, pour mesurer, pour évoluer vers l'engagement.

Une stagiaire travaille sur le bilan des voyages avec un questionnaire auprès de 1.500 jeunes ; différents types d'accompagnement depuis quelques heures jusqu'à un processus complet.

6. L'évaluation segmentée

Thierry De SMEDT

GReMS, Groupe de recherche en médiation des savoirs, UCL

A. Evaluer pour évoluer¹

Si les actions d'éducation au développement se sont multipliées au cours des dernières années, on constate que leur évaluation pose problème et est souvent négligée.

Les pratiques d'éducation au développement sont, certes, diverses et variées. Mais la spécificité de chaque action, de chaque acteur ne saurait dispenser d'un regard attentif sur les résultats de cette éducation au développement et sur les retombées des actions entreprises. S'interroger sur l'évaluation dans le champ spécifique de l'éducation au développement nous oblige d'abord à nous interroger sur l'évaluation en tant que telle.

Que signifie évaluer ? Etymologiquement, évaluer consiste aussi à se poser la question du sens de ce qui ce fait. Evaluer est donc un acte de liberté, un acte d'autonomie car il permet de décrire, de clarifier ce qui a été entrepris.

L'évaluation n'est pas une fin en soi ; c'est un outil d'amélioration de la qualité de son travail. L'évaluation favorise aussi une meilleure rationalité de ce qui est fait ; elle facilite l'abandon des actions inutiles pour se concentrer sur l'essentiel de la mission. Elle oblige à se mettre en question constamment et à évoluer.

En éducation au développement, l'évaluation doit prendre en compte le sens même du processus éducatif. Mais qu'est-ce qu'éduquer ?

L'acte d'éducation est un processus d'influence de quelqu'un sur une autre personne, mais dont l'objectif final vise l'augmentation de l'autonomie de l'autre, le renforcement du potentiel de liberté de l'autre. Il ne peut s'agir d'une conduite restreinte.

L'éducation doit prendre en compte le développement de la personne. L'éducateur doit être attentif à l'effet qu'il produit. Il doit respecter la dignité du destinataire, sa liberté d'exprimer son avis, voire son désaccord. Il doit accepter d'être renversé et de renoncer en fin de processus à son pouvoir sur l'autre.

Evaluer une démarche éducative, c'est tenir compte de toutes ces facettes de l'éducation. Evaluer un processus éducatif, c'est mesurer s'il y a eu changement ; c'est évaluer des comportements, des attitudes et non seulement des connaissances. C'est bien ce qui crée toute la complexité de l'évaluation en éducation ; changement dans le comportement des apprenants, lequel ?, dans quelle direction ?, avec quelle intensité ?,..., en laissant aussi un espace à un changement imprévu différent d'un comportement attendu, changement selon un chemin qu'il appartient à chaque apprenant de définir.

Il en va de même de l'évaluation d'une action d'éducation au développement.

¹ Extrait de la fiche publiée par le Réseau d'éducation au développement (RED) en Belgique, 2000.

B. Vers une évaluation segmentée

QuickTime™ et un décompresseur TIFF (non compressé) sont requis pour visionner cette image.

Evaluer un projet d'éducation au développement dans sa globalité s'avère extrêmement difficile. On ne peut vouloir tout évaluer en une fois. Une des pistes proposée pour l'évaluation en éducation au développement est de s'orienter vers des évaluations de segments du projet, en précisant ce qu'on veut évaluer, pourquoi et comment. Chaque évaluation répondra alors à une réponse spécifique.

Tout projet d'éducation au développement peut être segmenté en huit secteurs puisque toute action d'éducation au développement trouve sa raison d'être dans :

- La mise en évidence d'un problème de mal-développement dans le monde
- Un public identifié, susceptible d'être facteur de changement
- Un outil pédagogique visant à terme à provoquer ce changement

Chaque segment est susceptible d'être analysé dans le cadre d'une évaluation :

1. Evaluer la validité de la problématique projetée dans le domaine du développement. Exemple : le commerce mondial, le travail des enfants, ...

2. Evaluer la validité du public identifié comme facteur de résolution du problème, comme relais ou intermédiaire, comme porteur de changement.
3. Evaluer la qualité des outils éducatifs, compte tenu des méthodes de communication éducatives adoptées (approche cognitive, participative, psychoaffective,...)
4. Evaluer (quantitativement et qualitativement) l'audience touchée par les outils éducatifs.
5. Evaluer les effets induits par la diffusion des outils mis en place
- 5 bis. Evaluer la validité des méthodes éducatives adoptées pour créer les outils.
6. Evaluer la validité des caractéristiques attribuées au public visé par la démarche éducative.
7. Evaluer l'action des représentations, des attitudes et du comportement sur le domaine du développement.

Quelques remarques s'imposent à la lecture de ce modèle :

- L'évaluation par segmentation ne doit pas faire oublier que les huit segments forment une unité. Chaque partie aura des répercussions directes ou indirectes sur les autres segments et doit rester cohérente avec l'ensemble.
- L'évaluation doit être prise en compte au moment de la conception de l'action d'éducation au développement. Chaque étape de l'action doit s'accompagner d'une réflexion sur une évaluation potentielle.
- L'évaluation des différents segments a un lien avec les objectifs du projet éducatif.

L'évaluation des effets induits par une action d'éducation au développement ne peut ignorer l'impact des effets extérieurs (contexte politique, socio-économique, environnemental, événements médiatiques,...)

Enfin, n'oublions pas que le principal objectif de l'évaluation devrait d'autonomiser le projet éducatif.

C. Représentations, attitudes et comportements: quelques clarifications

- Le concept de **représentation** désigne la manière dont un individu ou un groupe se représente un objet (la pauvreté, l'exclusion, la justice, le Togo, une coopérative rurale, la psychanalyse, ...) et mobilise, consciemment ou non, cette représentation pour penser, comprendre et s'exprimer. La représentation résulte d'une combinaison de savoirs formalisés, issus souvent des "apprentissages formels" comme ceux de l'école ou des formations spécifiques, et de savoirs dits "informels", issus de l'expérience, de l'entourage humain et des médias. Les représentations s'enracinent également dans les différentes couches de l'inconscient personnel ou collectif. Elles sont en outre souvent modulées par des facteurs affectifs d'attraction ou de répulsion. Ainsi toute **action sur les représentations** combine, dans des proportions variables une **dimension cognitive**, centrée sur des savoirs et une **dimension affective**, centrée sur le désir.
- Le concept d'**attitude**, désigne une virtualité d'acte. Étroitement liée aux représentations, l'attitude peut être décrite comme une propension à adopter une conduite, face à certains événements possibles. L'attitude est donc un "agir virtuel", susceptible de s'actualiser (se réaliser concrètement) ou s'inhiber lorsque survient ou non un certain événement agissant comme un déclencheur.
- Enfin, le **comportement** est un agir "actuel", c'est-à-dire en situation concrète, observable comme tel à travers les formes concrètes de son expression.
- La distinction entre représentation, attitudes et comportement s'impose à celui qui souhaite dépasser une attitude strictement behavioriste, associant à tout stimulus une réponse déterminée, comme le fait souvent la publicité. Au contraire, distinguer représentation, attitudes et comportement revient à rendre compte de la complexité des agir sociaux, de la multiplicité des sensibilités et des orientations personnelles et des facteurs environnementaux, sans pour autant

nier la réalité du collectif dans les conduites individuelles.

D. Caractéristiques du média éducatif

- Vise à **produire un changement** (de connaissance, de comportement, de représentation ou d'attitude), là où l'école, se centrera plutôt sur des matières et des compétences. - conçu en fonction de cet objectif.
- N'est **pas soutenu par une "contrainte disciplinaire"**, comme l'école: relevant de l'éducation non formelle, doit avoir sa propre attractivité. Dans cette perspective, le média éducatif a les mêmes contraintes que la publicité.
- Conçu **de manière spécifique par rapport à son public**.
- Poursuit des **intérêts collectifs (larges) souvent liés à la population cible**, par opposition à la publicité ou à la propagande où l'intérêt premier est aussi et surtout celui de l'émetteur. Il y a, dans la communication éducative, une dominante sociale, c'est-à-dire l'idée de **recherche d'optimisation au sein de l'espace social**, alors que la publicité (commerciale) s'applique plus à rechercher l'effet, l'acte d'achat, l'intérêt, l'adhésion. Le média éducatif serait plutôt décentrant là où la publicité recherche plutôt la centration. Le média éducatif serait plutôt argumentatif là où la publicité se voudrait plutôt persuasive.
- **Messages visant à l'autonomie** (à plus d'autonomie) du destinataire: si une relation est créée, elle se doit aussi d'être rompue en fin de processus afin de laisser le destinataire "voler de ses propres ailes". idée que le média éducatif doit porter en lui la **rupture** qui permettra à son destinataire d'être plus autonome.

E. Pour une évaluation rapprochée

Conception, mise en oeuvre d'une action éducative vont idéalement de pair avec la conception, la mise en oeuvre et l'appropriation de l'évaluation. Le rôle idéal d'un évaluateur externe devrait n'être que d'accompagner méthodologiquement la conception et la réalisation

Evaluer les dispositifs et les messages ne se confond pas nécessairement avec évaluer les effets éducatifs

Effets souhaités, effets potentiels, effets probables

Effets souhaités : à l'origine du projet. D'autant plus que, souvent, l'action a tendance à surplomber l'objectif

Effets potentiels : découlant d'une analyse des messages et des dispositifs : quels sont les effets susceptibles de se produire ?

Effets probables : quels sont les effets qui se sont réellement produits à l'issue de la mise en oeuvre de l'action éducative ?

Travailler à partir d'**hypothèses** (que supposons-nous comme effets ?) et d'**indicateurs** (à partir de quel événement observable reconnaît-on qu'un effet s'est produit ?).

Parler d'outils en action et pas outils virtuel

Voir l'inattendu ! (donc attention aux limites du cadre logique).

7. Évaluer et concevoir à partir de l'approche segmentée

Florence Burette

mémoire Licence en Comu-LLN

Florence Burette a réalisé un mémoire de Licence en Communication à l'université catholique de Louvain-la-Neuve, en Belgique. Son promoteur de mémoire a été Thierry De Smedt.

La problématique centrale de cette recherche concerne l'élaboration d'une méthode et d'un outil permettant aux éducateurs en développement d'évaluer leurs dispositifs de formation. L'étudiante s'est donné pour objectif d'élaborer une nouvelle méthode à partir de la mise en parallèle de deux méthodes déjà existantes : celle du cadre logique et celle de l'évaluation segmentée.

Voici les éléments du diaporama présenté par Melle. Burette lors de notre atelier.

A. Introduction

le domaine de l'évaluation est large: il faut préciser ce que l'on veut évaluer

- Une action éducative: « *processus d'influence sur quelqu'un sur une autre personne, mais dont l'objectif final vise l'augmentation de l'autonomie de l'autre* » (Th. Desmedt)
- Auto-évaluation
- Un segment du schéma

Travailler sur un segment du schéma

- Outils éducatifs
- Audience
- Méthode de communication éducative
- Effets

Préalables

- Le cadre logique (à adapter à l'ED : public et objectifs pédagogiques)
- L'évaluation segmentée (Th. De Smedt)

Hypothèse

Un projet de formation est plus cohérent lorsque son dispositif d'évaluation est conçu en même temps que l'activité. (*Reste à être confirmé par la pratique*)

B. Quelques concepts

Une action éducative vise à produire un changement de :

- Représentations

« *Manière dont un individu ou un groupe se représente un objet et mobilise cette représentation pour penser, comprendre et s'exprimer.* » (source: d'après un

document produit par l'atelier de conception et d'évaluation de média socio-éducatif, COMU 2286, UCL, 2004)

- **D'attitudes**
« Désigne la virtualité de l'acte » (source: idem)
- **De comportements**
« Désigne l'agir actuel » (source : idem)

Le savoir (Sources:F.-M. GERARD)

Les activités du savoir

- le savoir-reproduire
- Le savoir-faire
- Le savoir-être

Les domaines du savoir

- Le domaine cognitif
- Le domaine psychomoteur
- Le domaine socio-affectif

Les situations du savoir

- Les connaissances
- Les capacités
- Les compétences

C. Quelques indicateurs

- La pertinence : l'activité résout-elle le problème soulevé?
- L'efficacité : rapport entre l'efficacité et les ressources.
- L'équité : distribution équitable des coûts et avantages parmi les différents groupes de la société (ou du public cible).
- L'engagement : dépense d'énergie des participants dans la formation.
- L'efficacité et l'efficacité pédagogique : réalisation des objectifs .

D. L'outil

Étapes	Conception	Évaluation
Outil éducatif	Il faut produire un outil éducatif adéquat.	Les outils éducatifs sont-ils adéquats ?
Audience	Il faut construire un outil qui atteigne le public.	Les outils atteignent-ils le public ?
Effets	Il faut définir les effets.	A-t-on atteint les effets escomptés ?
Méthode de communication éducative	Il faut produire une méthode susceptible de produire ses effets sur le public.	La méthode est-elle susceptible de produire ses effets sur le public ?

a) Outils éducatifs

Conception	Évaluation
Produire un outil adéquat Info nécessaires : Définir les objectifs Connaître le public Quels types de changement on veut réaliser? (sur les représentations, les attitudes ou les comportements?) Critères et indicateurs pour mesurer La pertinence et l'efficacité:	Les outils sont-ils adéquats? Évaluation de la pertinence et de l'efficacité Ce qui est à améliorer: Problèmes rencontrés au niveau de l'évaluation:

b) Audience

Conception	Évaluation
Atteindre le public Infos nécessaires: Connaissance du public Les représentations, attitudes et comportements du public Critères et indicateurs pour mesurer l'équité, l'engagement, la bonne adaptation de l'outil au public:	Les outils atteignent-ils le public? On évalue l'équité, l'engagement, l'adaptation de l'outil au public. Ce qui est à améliorer: Problèmes point de vue évaluation:

c) Effets

Conception	Évaluation
Infos nécessaires: Quels sont les objectifs de l'action Quel est mon public? Quels sont les moyens mis à ma disposition? Quels types de savoirs susciter? Quel type de changement? Critères et indicateurs pour évaluer: l'efficacité (y compris pédagogique)	A-t-on atteint les effets escomptés? On évalue: L'efficacité (y compris pédagogique) Ce qui est à améliorer: Problèmes rencontrés lors de l'évaluation:

d) Méthode de communication éducative

Conception	Évaluation
Produire une méthode susceptible de produire ses effets sur le public Infos nécessaires:	La méthode est-elle susceptible de produire ses effets sur le public? On évalue la pertinence et l'efficacité

Quels effets je veux produire? Connaissance du public Sur quels types de savoir on agit? Quels types de changements sont souhaités? Critères et indicateurs pour évaluer la pertinence et l'efficacité:	Ce qui est à améliorer: Problèmes rencontrés lors de l'évaluation
--	--

E. Remarques

- Précision et limitation modulable
- Toujours se demander si l'on fait de la sensibilisation, de la conscientisation, de l'activation ou la garantie.
- Importance de l'évaluation de l'évaluation
- ! Modèle qui reste à tester...
- Et à discuter...

8. La spécificité de la communication éducative par rapport à d'autres logiques de communications

Thierry De Smedt

GReMS, Groupe de recherche en médiation des savoirs, UCL

Tableau de réflexion, destiné à être construit et enrichi dans des groupes chargés d'approfondir la spécificité de la communication éducative vis-à-vis d'autres grands modèles de communication. M. De Smedt nous invite à ne pas l'utiliser comme un cadre rigide mais bien comme un outil à enrichir en fonction de nos pratiques.

Ce tableau peut aussi servir à étudier les divergences et synergies entre la communication éducative et les autres modèles.

Critères dominants	Information	Communication éducative	Publicité	Enseignement/Ecole
Finalité dominante	Partiellement commerciale : suivre un marché Visibiliser l'histoire contemporaine	Finalité sociale: optimiser; bénéfique social - objectif lié à la qualité de vie collective	Finalité commerciale, s'appliquant à l'effet: acte d'achat, d'intérêt, d'adhésion; bénéfique pour l'émetteur - objectif commercial	Finalité sociale, mais individualisée
Contrainte principale	Privilégie les caractéristiques de l'événement	Privilégie les caractéristiques spécifiques du public auquel on s'adresse	Privilégie le produit/service dont elle fait la promotion	Privilégie un plan de formation (constitutif de sa mission: objectifs de formation institutionnels)
Que veut-on transmettre ?	Pas d'objectif comportemental a priori	Savoirs informels (très souvent), renvoyant à <u>des comportements</u> , <u>des représentations</u> , <u>des attitudes</u>	Essentiellement des affects	Centrage sur des matières et des compétences (savoirs formels)
Idéal cognitif	Etre informé	Faire réfléchir: <ul style="list-style-type: none"> • Capacité à prendre distance; critique, décentration • Rationalité, argumentation 	Ne pas faire réfléchir: <ul style="list-style-type: none"> • Dépendance, adhésion a-critique, centration • Passion, persuasion 	Maîtriser un Savoir (connaissance), un savoir-faire (compétences pratiques) et un savoir-être (adopter de comportements). Encyclopédisme, efficacité pédagogique
Activité du destinataire	Travail intellectuel conscient	Mixte	Travail intellectuel inconscient	Apprentissage
Stratégie psycho cognitive	Intéresser: attirer l'intérêt du public sur...,	Décentration: percevoir le monde à	Centration: égocentrisme -	Renforcement/développement des compétences

	parfois par la décentration (rare), parfois par la centration (souvent)	travers un décalage de point(s) de vue	entretenir la confusion entre monde perçu et monde objectif	
Relation destinataire - destinataire	Le flux de l'actualité est permanent, tension entre adhésion à l'informateur et distance critique	Affranchir: recherche, à terme, d'autonomie du destinataire	Fidéliser: renforcer le lien de dépendance vis-à-vis du destinataire	Autorité
Rôle du médiateur	Ambivalence de l'objectivité et de la critique	Médiation des savoirs	Idéalisation	Progression et transmission
Valeur dominante	Réalisme	Rationalisme	Toute puissance	Formation
Mode de diffusion	Diffusion du message (vente- publicité)	Proposition du message (distribution mixte)	Imposition du message (achat de surface)	Programmation du message (enceinte scolaire)
Motivation du destinataire	Nécessité d'être au courant de l'agenda	Plus du côté du plaisir que de la contrainte: public non captif, pas de sanction	Valorise le plaisir (fascination, attrait)	Obligation, contrainte, sanction/évaluation
Détermination de la forme	Forme moins manipulable (document s'insère généralement dans des créneaux et formats prédéterminés)	La forme du document obéit aux objectifs	La forme du document obéit aux objectifs	Formation disciplinaire (branches, matières, niveaux...)
Gestion du temps	Référence à l'actualité	Approche plus systémique dans le temps et l'espace	Approche à plus court terme (effet immédiat)	Horaires et programmes
Dynamique temporelle action - effet	« Real time »	Moyen/long terme	Court terme	Très long terme
Financement principal	Financement nécessaire au moyen de la publicité et des ventes des médias	Financement assuré par des associations ou des organismes publics	Financement assuré par l'annonceur	Financement public
Pragmatique	Distinction forte entre informateur et informé	Dimension coopérative plus souvent mise en avant	Mimétisme avec l'instance d'énonciation	Distinction forte entre informateur et informé

La logique éducative constamment, sans le savoir, emprunte des éléments des autres logiques. Cela engendre des confusions à différents niveaux (finalités, messages véhiculés, rôle des acteurs,...).

Ce tableau permet de mieux comprendre le contexte dans lequel on intervient et de mieux définir une démarche éducative : ex animation avec médias, campagne de lobby, de communication, de sensibilisation, ...

9. Synthèse des échanges suite aux présentations de chaque contexte

A. Pour moi l'évaluation, c'est

En début d'atelier, les participant-es ont, à travers quelques mots-clés, défini ce que pour eux représente l'évaluation.

Une source d'apprentissage
Un plaisir et pas une contrainte
Pour le renforcement des groupes sociaux

L'évaluation, c'est prendre des distances et se poser des questions en vue d'améliorer ou orienter ce que l'on fait.

Analyser, prendre du recul, se poser/prendre le temps, comparer, critiquer, dire/relire/écrire, donner du sens, de la valeur, avancer.

Regarder/scruter, mesurer, exprimer, valoriser, AGIR.

Évaluer, c'est s'interroger, apprendre, recommencer autrement.

Évaluer, c'est un angle de vision différent sur ma pratique. Évaluer pour apprendre.

Évaluer, c'est: observer/échanger, réfléchir, analyser, comprendre, agir, juger et décider, apprendre, améliorer.

L'évaluation, c'est :

- une photo, partielle, orientée, pas de totale objectivité possible
- un foisonnement de questions, tenter de poser les bonnes questions
 - ne pas avoir peur de déranger, remise en question
 - processus participatif ensemble
- pas "juger" genre "jugement dernier" bien-mal en vue d'amélioration (ou d'arrêt)
- multi discipline, plusieurs réalités.

Évaluer, c'est : marcher ensemble, écouter, respecter, apprendre, identifier les problèmes, les besoins et les désirs, proposer, discuter.

Évaluer, c'est :
partager, contrôler, analyser, prendre du recul, améliorer. Analyser, c'est avancer.

Faire le point, s'arrêter, repérer, continuer

Évaluer, c'est : nommer, détailler, interroger, comparer, apprécier, renommer.

B. Constats

➤ **Difficultés à prioriser et faire des choix**

- difficultés pour les ONG à établir des termes de références et de se poser la question « A quoi cela peut-il nous servir ? » ; » pour déterminer ce qui est le plus important et établir les priorités
- il y a une tendance à vouloir tout évaluer. Il faut limiter et cerner les questions à traiter.
- L'évaluation devrait apporter des éléments :
 - d'orientation
 - de suivi
 - de certification
- les outils devraient être complémentaires, utilisés de manière souple à des moments différents.

➤ **Difficultés à tenir compte de la complexité et de l'incertitude**

- nous aurions intérêt à travailler en envisageant les situations comme des situations « complexes » plutôt que des situations « de crise »
- il y a un risque de tirer des conséquences trop vite en pensant que l'on connaît le contexte, ce qui a une incidence sur la suite
- l'évaluation tente d'établir un lien entre les mécanismes utilisés et le contexte, tout en sachant qu'on ne maîtrise jamais totalement les mécanismes et qu'on ne connaît jamais assez le contexte.

➤ **Difficulté à intégrer d'autres regards sur l'évaluation**

Il existe différentes approches d'évaluation. Comment intégrer les apports des **pratiques de systématisation** d'Amérique latine (cfr. réseau Alforja) ?

La systématisation :

- est conçue comme un travail qui se fait tout au long de l'action
- cherche à reconstruire l'histoire vécue par les acteurs (le « public-cible » est considéré comme sujet et non objet)
- demande du temps
- constitue un acte politique

➤ **Comment valoriser nos savoirs et apprentissages par la capitalisation des expériences ?**

Les acteurs éducatifs ont du mal à prendre du temps pour échanger leurs pratiques, questionnements et ressources.

➤ **Évaluer le processus éducatif ou les résultats ?**

- limites du cadre logique car met en valeur les résultats et pas le processus ; peut être adéquat par rapport aux résultats
- l'évaluation permanente, l'auto-évaluation (cf De Ketele) permet de traiter le processus et de faire les réajustements nécessaires
- question de l'efficacité pédagogique : est-ce le continuum éducatif ou la participation à l'autonomisation ?

- **Comment identifier les changements d'attitudes, de connaissances, de représentations ?**
 - le problème est d'identifier le moment-clé stratégique où les changements de représentations ont lieu
 - le recueil des représentations est très délicat à effectuer et à interpréter (pas de recettes)

- **Comment définir et cibler des critères d'évaluation pour l'ED ?**
 - Il y a deux logiques différentes entre évaluer des campagnes (avec des critères de visibilité médiatique) et évaluer des actions éducatives (avec des critères pédagogiques)
 - On peut avoir deux approches : l'une de survoler tous les aspects et critères, l'autre de prendre une dimension et de l'approfondir, explorer ce qu'elle peut nous apprendre (comme une étude de cas)
 - Un critère d'impact peut être le renforcement des associations par l'engagement de nouveaux bénévoles

- **Comment mieux faire communiquer le monde des enseignants (souvent sur la défensive) et le monde des ONG ? Comment impliquer les enseignants dans l'évaluation ?**
 - Pousser les enseignants à aller toucher à la vraie vie
 - Cela implique de changer le rapport au savoir (Qui a le savoir ? qui a le pouvoir ? dans l'acte éducatif)
 - Travailler sur la transversalité entre les matières d'enseignement (contenus) et les manières
 - Importance d'intégrer l'évaluation dans une démarche où est négociée la relation et les rôles respectifs entre : ONG ↔ évaluation ↔ public
 - l'école est un lieu d'apprentissage, donc paraît le lieu le plus propice pour faire de l'ED
 - Identifier les acteurs qui permettraient d'avancer dans l'intégration de l'ED dans le cursus scolaire
 - Certains programmes ne sont pas assez exploités par les ONG (Socrates/ Erasmus/ Comenius/ Partenariat Gründwisch)
 - l'évaluation en milieu scolaire paraît plus facile parce qu'elle est intégrée à un processus pédagogique, et souligne la difficulté à évaluer d'autres actions

- **Comment mieux dialoguer avec les bailleurs de fonds ?**
 - Comment se positionner par rapport à une pression de plus en plus forte des pouvoirs subsidiant qui exigent des résultats visibles et mesurables ?
 - L'idée de l'impact est une idée importée de l'évaluation des projets « Sud » : doivent répondre à un besoin des populations – retraduire ce concept dans le cadre de l'EAD. L'EAD répond-elle à un « besoin » ? lequel ? de qui ?
 - Ouvrir un espace de dialogue avec les bailleurs de fond : ils donnent de l'argent public, nous sommes redevables de ce que nous utilisons cet argent à bon escient. Mais nous devons expliquer ce qu'est l'ED, pourquoi on fait l'ED et que la logique action/ résultat n'est pas mécanique. Rediscuter de la pertinence des critères utilisés. En proposer d'autres.
 - C'est un enjeu politique : nécessité d'établir une stratégie collective en renforçant les réseaux existants. Etablir un rapport de confrontation entre les différents acteurs :

démontrer notre travail- faire remonter les actions du terrain vers les ONG, puis vers les bailleurs.

C. Propositions pour dépasser les manques

Alliances et stratégies

- Passer un message claire sur ce que recouvre l'ED, mieux communiquer su nos pratiques vers pouvoirs publics, grand public et en interne de nos ONG.
- Se concerter entre ONG, se mettre d'accord, élaborer ensemble une stratégie d'évaluation et la porter auprès des pouvoirs subsidiant.
- Marginalisation des questions Nord/Sud. Montrer la transversalité, l'EAD est importante au Nord et au Sud.
- Développer des partenariats éducatif Nord-Sud
- Se faire évaluer au Nord par le Sud. Valorisation des compétences du Sud.
- Capitalisation et évaluation en commun (entre ONG par ex 1% des subsides)
- L'EAD = lieu ressources. Construire avec les enseignants (réel partenariat)

Un regard constructif de l'évaluation

- L'évaluation doit bénéficier à tous les acteurs impliqués dans l'action
- L'évaluation doit d'abord présenter les points positifs autant que les manques.
- L'évaluation doit être rassurante et au service de l'amélioration de nos actions et du développement
- Choisir un cadre, le construire ensemble et le faire évoluer de façon participativ
- Veiller dans nos actions à proposer des gestes concrets pour monter que le message a touché
- L'évaluation doit en premier lieu être une source d'appentissages pour les éducateurs. Attention à la dépendance des bailleurs de fond ou autres organisations. Nécessité de prendre du recul par rapport à des attentes extérieures trop importantes.

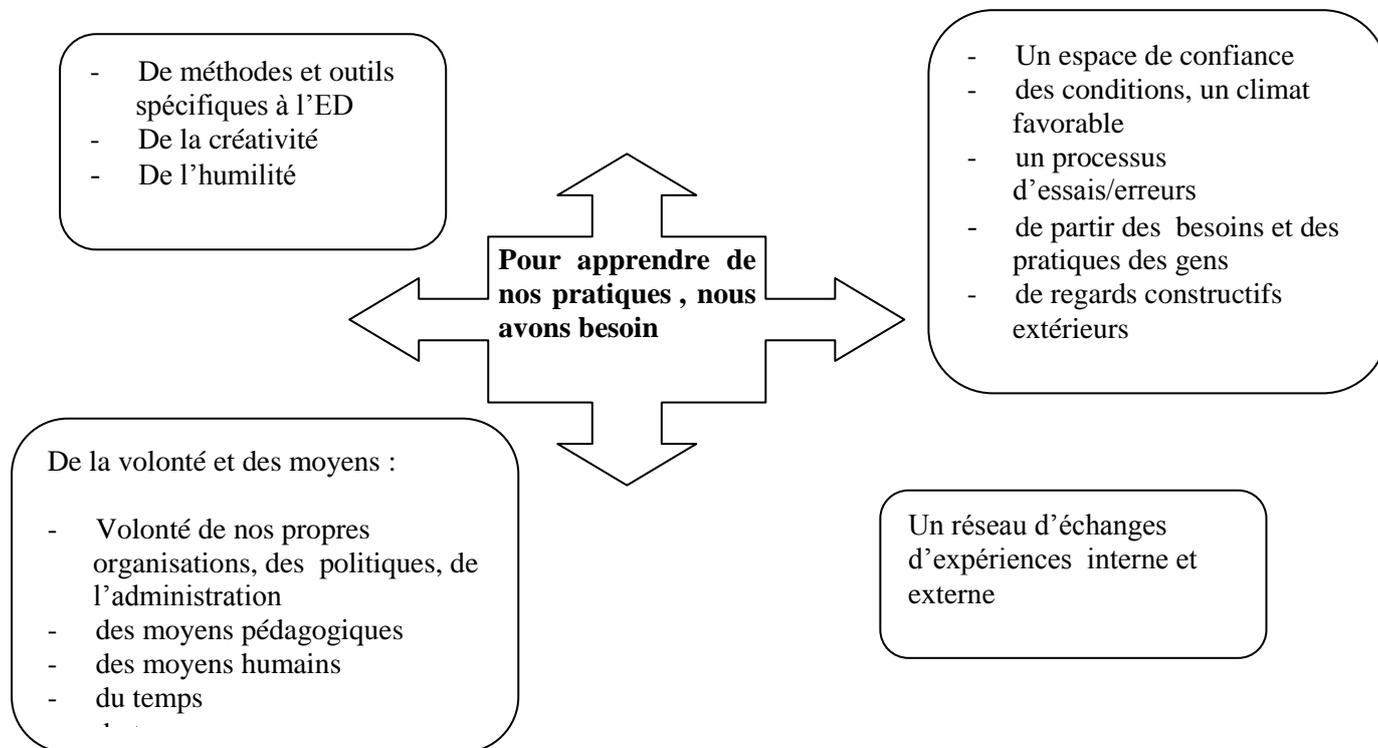
Recommandations méthodologiques

- Mieux identifier le public-cible, personnes ressources, publics intermédiaires...
- Vérifier l'adéquation entre les objectifs et le contexte (cohérence, pertinence...)
- Acteurs ont besoin d'autonomie
- Besoin de Regard extérieur
- Etre en capacité d'évaluation
- Favoriser l'auto-évaluation accompagnée : chaque acteur doit avoir la maîtrise de l'évaluation mais il a besoin d'accompagnement et de regard externe

Ressources nécessaires

- Avoir du temps et des financements
- Avoir des formations spécifiquement sur évaluation en EAD
- Avoir des espaces d'échanges et de systématisation
- Consacrer du temps à mieux connaître les contextes, les publics, les acteurs
- S'inspirer des processus éducatifs de différents secteurs (santé, environnement, ...)
- Partager des méthodes expérimentales en évaluation
- Partager une base de données de ressources en évaluation
- Catégoriser des outils d'évaluation par type d'action
- Construire un cadrage théorique sur limites et atouts de l'évaluation

D) Conclusions



L'évaluation doit permettre d'améliorer l'ancrage et la mobilisation sociale en vue de relations Nord-Sud plus justes

10. Outils et supports d'évaluation

- a. Fiche d'ITECO: Guide de questions avant d'entamer une démarche d'évaluation
- b. Fiche de recueil d'expérience, EDUCASOL, France
- c. « L'évaluation d'un projet d'éducation au développement – Pourquoi évaluer ? Plusieurs étapes » fiche du Département Animation Pôle Jeunes du CCFD. France, 2003
- d. Grille de lecture des évaluations d'action d'éducation au développement, EDUCASOL, France
- e. Fiche ITECO : Les chemins de l'influence (d'après J. Chapman et A. Wameryo « monitoring and evaluation advocacy : a scoping study »)
- f. Fiche ITECO : Dimensions du travail de plaidoyer et indicateurs d'évaluation (d'après R. David et Barry Coates, « Framework for understanding possible outcomes and impact of advocacy and campaigning work »)
- g. Fiche ITECO : Fonctions de l'évaluation (extrait de « Méthodologie du recueil d'informations, De Ketele J.M. & Roegiers X, De Boeck)
- h. Fiche « Critères d'évaluation pour les moyens d'enseignement (matériel didactique, documents de référence) », Fondation Education et Développement (FED), Suisse
- i. Fiche « L'évaluation en ligne », EDUCASOL, France
- j. Fiche ITECO : Grille Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles (SEPO)
- k. Fiche ITECO : Evaluation à chaud d'un processus de formation + La cible
- l. Fiche ITECO : Quatre manières d'évaluer une animation

«

<p style="text-align: center;">Questions - guides avant d'entamer une démarche d'évaluation</p>

fiche réalisée par ITECO

- **Evaluer pour quoi ?**

- **Evaluer pour qui ?**

- **Qui évalue qui ?**

- **Evaluer quoi ?**

- **Evaluer par rapport à quoi ?**

- **Evaluer quand ?**

- **Evaluer comment ?**

Fiche de recueil d'expérience

Fiche réalisée par EDUCASOL - France

Descriptif de l'action		
<input type="checkbox"/>	Titre	<i>Significatif et court « une accroche »</i>
<input type="checkbox"/>	Sous titre	<i>Bref descriptif en une phrase</i>
<input type="checkbox"/>	Auteur de la fiche	<i>Fonction du ou des rédacteurs de la fiche, peut être aussi une personne morale ou un groupe de travail...</i>
<input type="checkbox"/>	Organisme	<i>Sigle, développé et coordonnées (adresse, tel/fax, mail, site web)</i>
<input type="checkbox"/>	Cadre et origine de l'action (contexte local, campagne nationale, partenariats...)	<i>Dans quel contexte spécifique se déroule l'action : Préciser si l'action se déroule dans le cadre d'une campagne nationale d'EAD Indiquer qui sont les partenaires et leur(s) fonction(s)</i>
<input type="checkbox"/>	Descriptif de l'action (date et durée, lieux précis, publics visés)	<i>Descriptif : que s'est-il passé ? Date et lieu : Quand ? Combien de temps ? Lieu précis : Où ? (localisation et type de lieu) Publics visés : Qui vouliez vous toucher ?</i>
<input type="checkbox"/>	Finalités	<i>Quels sens donner à l'action ? Quels messages ? Quelles valeurs ?</i>
<input type="checkbox"/>	Objectif général	<i>Ce que l'on veut atteindre. Les changements économiques, sociaux, culturels... que l'on veut susciter. L'action va contribuer à cet objectif mais partiellement (à coté d'autres actions ou projets)</i>
<input type="checkbox"/>	Objectifs spécifiques	<i>Ils constituent la raison d'être de l'action et décrivent les bénéfices de cette dernière pour les publics visés. Chaque objectif spécifique doit participer à l'atteinte de l'objectif général.</i>
<input type="checkbox"/>	Déroulement de l'action	<i>Les principaux temps de l'action : la préparation, le programme, l'évaluation avec les publics.</i>
	Démarche pédagogique	<i>Comment avez-vous organisé l'action, pour atteindre quels apprentissages ?</i>
	Outils utilisés et/ou réalisés	<i>Préciser l'auteur et le producteur des outils utilisés. Indiquer ceux que vous avez créés ou adaptés.</i>
	Moyens humains et financiers	<i>Personnes impliqués dans l'action, ressources, moyens matériels, coût global de l'action</i>
Analyse de l'action		
<input type="checkbox"/>	Bilan global Sur les plans qualitatifs et quantitatifs	<i>Avez-vous atteint vos objectifs ? Aspects positifs et négatifs</i>
<input type="checkbox"/>	Avez-vous fait une évaluation de l'action ?	<i>Si oui, à quels moments ? sur quoi ? de qui ? (publics, partenaires, animateurs...) par qui ? (l'organisateur...) quels outils avez-vous utilisé ? (jeux, quiz, questionnaire, carnet de bord...) (Mettre si possible cette évaluation en pièce jointe, merci)</i>
<input type="checkbox"/>	Quels conseils donneriez-vous ?	<i>Si vous deviez recommencer, que feriez vous autrement ? Quels conseils à d'autres acteurs qui voudraient réaliser une action analogue.</i>
	Suites et perspectives	<i>Quels prolongements voyez-vous déjà se dessiner ?</i>
	Mots clés	<i>Sur la thématique et les pays abordés</i>
	Date	<i>... de réalisation de la fiche</i>

Une fiche d'expérience fait **deux à trois pages maximum**.

La partie analyse de l'action est la plus importante.

La base de données Educasol, contenant l'ensemble des fiches d'expériences disponibles, est consultable sur le site de educasol : www.educasol.org

N'hésitez pas à contacter Educasol au 00 33 (0)1 44 72 89 73 si nécessaire.

Une fois remplie, veuillez envoyer votre fiche à anne.kabore@educasol.org

Merci de votre participation à ce travail de mutualisation des pratiques d'éducation à la solidarité internationale.

L'évaluation d'un projet d'EAD

*Document réalisé par : Madie Joubert – CNEAP et Marie
Leclerc – CCFD/Département Animation Pôle Jeunes*

Pourquoi évaluer ? Plusieurs étapes :

1. EVALUER pour rendre compte

→ aspect descriptif

Cela veut dire faire un bilan, rendre compte aux différents partenaires du déroulement du projet, aux bailleurs de l'utilisation des fonds...

C'est aussi un bilan « moral » : penser à remercier toutes les personnes qui ont été sollicitées, mobilisées pour ce projet.

2. EVALUER pour mesurer

→ la différence entre l'état initial et l'état final.

Cela veut dire mesurer les changements, les déplacements individuels et collectifs suite à ce projet / cette animation

Travailler le vécu individuel, le vécu du groupe

Aborder la question du ressenti avant / pendant / après le voyage

→ Valoriser le déplacement. Cela veut dire donner du sens, de la valeur à ce qui aura été vécu. Travailler à la relecture du projet.

3. EVALUER pour évoluer

→ En tant qu'animateur, comment faire mieux la prochaine fois ? Les objectifs initiaux ont-ils été atteints ? Oui / Non, et pourquoi ? => question de méthode : ce qui est à garder / ce qui est à améliorer

→ Valoriser la suite et les fruits à venir. Côté participants : quel engagement ? quel témoignage ? Quelles suites ?

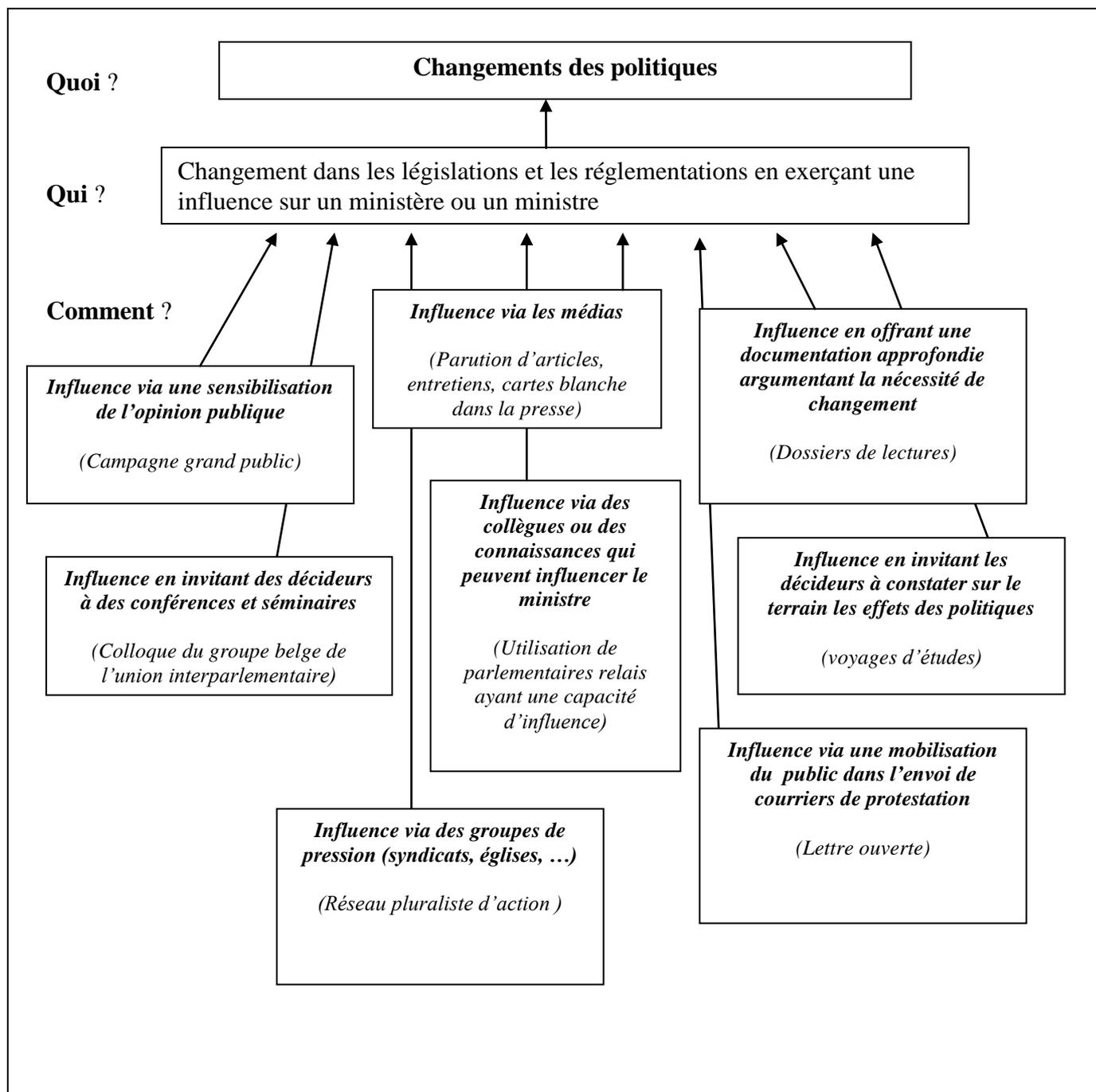
Groupe de travail Formation EDUCASOL (France)
Grille de lecture commune des évaluations d'action d'EAD SI
 (Document interne, élaboré suite à la réunion du GT du 13 juin 05)

La Forme de l'évaluation	
1 Nature et description du support	
1.2 Qui évalue ?	
1.3 Pour qui a t-on évalué ?	
L'analyse par les acteurs	
2. Qu'est ce qui a été évalué ? (= Quoi ?)	
3.1. Et quelle a été la démarche (= Comment ?) <i>Présence de mots-clefs, critères (pertinence, cohérence, durabilité, efficacité, efficience, impact...), et/ou indicateurs, ... ?</i> <i>Explicites ou implicites ?</i>	
3.2 Les outils utilisés pour l'évaluation : > outils expressément cités ? <i>OU</i> > Outils déduits de la lecture, dans ce cas précisez (court, moyen, long terme, « à chaud », « à froid »...)	
4. Un mémoire, un compte-rendu de l'évaluation a-t-il été réalisé autre que le document cité en point 1. ?	
5. Ce qu'il en ressort en terme de conseils, de <u>recommandations</u>.	

Les chemins de l'influence²

Synthèse réalisée par ITECO

Les différents éléments composant une stratégie d'influence pour le changement de politiques déterminées peuvent être schématisés comme suit.



² Jennifer Chapman & Amboka Wameyo, *monitoring and evaluation advocacy : a scoping study*, Action Aid, janvier 2001, p. 25

Dimensions du travail de plaidoyer et indicateurs de changement

Synthèse réalisée par ITECO

L'impact du travail de plaidoyer peut être systématisé dans une grille³ proposée par Ross David et Barry Coates. Cette grille tente de définir des indicateurs de progression et de changement par rapport à quatre dimensions de tout travail de plaidoyer :

1. Les changements atteints sur le plan politique : la modification des législations, des réglementations, des politiques des gouvernements et instances internationales.
2. Le renforcement des organisations de la société civile : les mouvements et réseaux, organisations populaires, ONG, partenaires du Sud, communautés de base associations.
3. L'élargissement de l'espace démocratique et de la reconnaissance des organisations de la société civile comme actrices de la société démocratique.
4. L'appui aux populations concernées par les politiques visées.

Dimensions du travail	Indicateurs de progrès	Indicateurs de changement
1. Changements sur le plan politique (modification des législations, des réglementations, des politiques des gouvernements et instances internationales)	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement du débat autour de la question • Approfondissement de l'étude de la question • Changement d'opinion à propos de la question (qui ?) • Changement de raisonnements à propos de la question (en privé, en public) • Changement dans des publications écrites 	<ul style="list-style-type: none"> • Changement de politiques • Changement de législations • Changement dans l'application de politiques et de législations • (à très long terme) changement positif dans la vie des populations en résultat des modifications de politique et législations
2. Renforcement des organisations de la société civile (mouvements et réseaux, organisations populaires, ONG, partenaires du Sud, communautés de base associations)	<ul style="list-style-type: none"> • Changement dans la connaissance, la capacité, le savoir faire et l'efficacité des publics visés ? • Changement dans la connaissance, la capacité, le savoir-faire organisationnelle et l'efficacité des groupes visés ? • Une plus grande synergie en termes d'objectifs et d'action dans des réseaux, des mouvements • Changement dans la collaboration, la confiance ou l'unité des organisations de la société civile ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité croissante du travail de la société civile • Des groupes de la société civile sont actifs dans l'influence des décideurs dans un sens favorable aux pauvres
3. Elargissement de l'espace démocratique et de la reconnaissance des organisations de la société civile comme acteur dans la société démocratique	<ul style="list-style-type: none"> • Plus grande liberté d'expression • Plus grande reconnaissance et acceptation des organisations de la société civile • Existence de forum de la société civile qui alimente les prises de décision • Plus grande légitimité des organisations de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus grande participation et influence des organisations de la société civile à la prise de décision • Changement dans la justification de leur action et dans la transparence des institutions publiques
4. Appui aux populations concernées par les politiques visées	<ul style="list-style-type: none"> • Conscience croissante des droits individuels et des systèmes de pouvoir qui répriment ces droits • Changement des savoir-faire, capacités et connaissances pour mobiliser et plaider en leur propre nom 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès amélioré aux droits politiques et sociaux de base (santé, habitation, eau et alimentation).

³ Voir Ross David & Barry Coates *framework for understanding possible outcomes and impact of advocacy and campaigning work* cité dans *Monitoring and evaluation advocacy : a scoping study* par Jennifer Chapman et Amboka Wameyo, Action Aid, janvier 2000

Critères d'évaluation pour les moyens d'enseignement de la FED
(Matériel didactique, documents de référence)

fiche réalisée par la Fondation Education et Développement - Suisse

1. Critères thématiques
<p>1.1 Les contenus sont abordés dans un contexte global</p> <p>1.2 Les dimensions du développement durable sont présentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Dimension économique b) Dimension environnementale c) Dimension sociale d) Ces différentes dimensions sont mises en relation <p>1.3. Des liens entre l'environnement familial et l'inconnu sont illustrés</p> <p>1.4 Le moyen d'enseignement présente diverses perspectives</p>
2. Transparence
<p>2.1 Les groupes cibles sont définis</p> <p>2.2 Les objectifs d'apprentissage sont déclarés</p> <p>2.3 Les sources d'information sont mentionnées</p>
3. Didactique et méthodologie
<p>3.1 Les contenus se réfèrent à l'environnement des élèves</p> <p>3.2 Le moyen d'enseignement présente aux apprenants des possibilités d'action</p> <p>3.3 Le moyen d'enseignement développe les attitudes personnelles de l'apprenant</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il encourage la capacité d'argumenter b) il stimule le changement de perspectives c) il stimule la pensée prospective <p>3.4 Différentes formes interactives d'apprentissage sont proposées</p> <p>3.5 Le moyen d'enseignement stimule le travail interdisciplinaire</p> <p>3.6 Le moyen d'enseignement encourage l'analyse systémique</p>
4. Forme et convivialité
<p>4.1 La structure du moyen d'enseignement est conviviale</p> <p>4.2 La forme est attractive</p> <p>4.3 Le langage et les illustrations sont adaptées aux apprenants</p>

Source :

Fondation Education et Développement

Service régional de Suisse romande

Av. de Cour 1, CH-1007 Lausanne

Téléphone +41 (0)21 612 00 81, Fax +41

(0)21 612 00 82

fed@globaleducation.ch

« L'évaluation en ligne »

Fiche rédigée par Carole Coupez et Madie JOUBERT (France - Educasol - juillet 2005)

Il s'agit d'une évaluation « à chaud » : juste après l'animation, la formation, sans prise véritable de recul. Nous sommes dans une expression spontanée.

Principe : Il s'agit de se placer sur une ligne imaginaire qui représente une échelle du niveau de satisfaction de chacun par rapport aux attentes et apports obtenus de la formation.

Une ligne imaginaire : d'un bout à l'autre d'une salle, la ligne est tracée au sol à la craie, ou symbolisée par une corde tendue (ou ruban) que doivent tenir les participants, la corde peut être graduée de zéro à vingt

Comment procéder ? en 2 temps : la ligne, droite d'abord puis courbe de parole

➤ **1^{er} temps : on se place sur la ligne droite**

en fonction de sa satisfaction plus au moins près des extrémités :

Extrémité 1 : un bilan négatif : on se sent déçu, mécontent, « *mal à l'aise* »...

Extrémité 2 : un bilan très satisfaisant ; le « *20 sur 20* » ... Le milieu imaginaire entre ces 2 points extrêmes symbolise alors le contentement « moyen ».

Comment se positionner ? :

On prend le temps de discuter avec ses voisins ... « *est-il plus mécontent ou plus satisfait que moi ?...* » (*il y a souvent embouteillage des places dans la partie « médiane »...*) On tient sa main fermée sur la note attribuée et les autres se placent, après discussion soit avant, (moins satisfait) soit après (mieux satisfait) ou prennent l'autre main de la personne qui attribue la même note, ... mais pourquoi ?

Grâce à cet exercice de visualisation spatiale : la « note moyenne » obtenue par la formation qui peut être bien supérieure à la moyenne (le 10 sur 20...) ou inférieure ressort à l'œil nu : c'est là où les participants se retrouvent très majoritairement. Prendre acte de cette estimation globale et à haute voix la formuler clairement, à admettre par tous **comme première conclusion globale**

➤ **2^{ème} temps : la courbe de parole :**

L'animateur conduit alors une des extrémité en farandole avec les mains bien fermées sur la ligne, pour la mettre face à l'autre bout en une épingle à cheveux : Les participants se font face pour parler, (... assis pour un grand groupe) et justifier sa position sur « la ligne » : les grappes d'une même estimation sont derrière la main qui tient le ruban et seule cette personne parlera, au nom de tous ; Les formateurs ferment l'épingle, écoutent mais ne répondent pas !

Chacun va expliquer sa position en évaluant la journée (vécu personnel, manque constaté, point positif à relever...) Attention, ***on ne doit pas redire ce qui a été dit, mais affiner ou contredire, compléter, nuancer....***

Comment attribuer la parole ? :

- On doit inviter à parler **d'abord le/la moins satisfaite** ; la deuxième personne à prendre la parole est, à l'opposé extrême, celle qui est la plus satisfaite (qui en général répond) pour retourner à la 2^{ème} personne « moins satisfaite », etc... Chaque participant doit essayer au mieux de fournir des arguments nouveaux, pour finir sur les touches médianes, remarques affinées par chacune des interventions, propositions positives pour améliorer la formation...
- Faire parler à tour de rôle chacune des extrémités pour rejoindre progressivement le milieu, la « moyenne » de la journée, permet d'avoir un échange dynamique car toujours en rebond et en relativité ... On passe de l'évaluation « notation » à l'évaluation argumentée.

NB : prendre en notes – discrètement – tout ce qui est dit !

SEPO – SWPO – EDPO

Fiche synthétisée par ITECO

Instrument de travail destiné à l'auto-évaluation et au pilotage de projets
 Instrumento de trabajo para la auto-evaluacion y perspectivas de proyectos
 Working instrument for self-evaluation and projects perspectives



Regard rétrospectif
 Mirada retrospectiva
 Retrospective view

Regard prospectif
 Mirada prospectiva
 Prospective view

S <i>Succès</i> <i>Successes</i> <i>Exitos</i>	P <i>Potentialités</i> <i>Potentials</i> <i>Potencialidades</i>
E <i>Echecs</i> <i>Weaknesses</i> <i>Deficiencias</i>	O <i>Obstacles</i> <i>Obstacles</i> <i>Obstaculos</i>

Explication des items - Explicitacion de los items - Explanation of the items

Succès, Successes, Exitos :

Quantitatifs et qualitatifs, objectifs atteints, points forts, motivation, convivialité, etc...
 Quantity and quality, reached objectives, strong aspects, motivation, conviviality
 Cuantitativos y cualitativos,, objetivos alcanzados, fuerzas, motivacion, convivialidad

Echecs, Weaknesses, Deficiencias :

Points faibles, difficultés, goulets d'étranglement,
 Weak points, difficulties, limits,,
 Debilidades, dificultades, limitaciones

Potentialités, Potentials, Potencialidades:

Idées, souhaits, tendances, capacités non exploitées, ...
 Ideas, tendencias, capacities not exploited
 Ideas, tendencias, capacidades no explotadas

Obstacles, Obstacles, Obstaculos:

Freins contextuels, conditions défavorables, contraintes,
 Limits of the context, unfavorable conditions, constraints...
 Limites contextuales, condiciones desfavorables,

Évaluation à chaud à la fin d'un processus de formation

Fiche réalisée par ITECO

Evaluation de groupe :

L'animateur-trice place un grand carton au mur, sur lequel il a préalablement dessiné un schéma appelé la cible. Il remet à chaque participant une série de gommettes de couleur. Chacun est invité à se diriger vers la cible afin de mesurer sa satisfaction sur une échelle de 0 (pas du tout satisfait) à 5 (tout à fait satisfait).

L'ensemble du groupe a ainsi une photo globale de l'appréciation de chacun.

(schéma cible, voir fiche suivante)

Evaluation individuelle



A chaud, pouvez-vous nommer certains éléments que vous pourrez utiliser dans votre pratique ? Quels sont vos apprentissages, acquis ?



Parles-nous du processus de formation (éléments à modifier, à améliorer, à conserver) ?



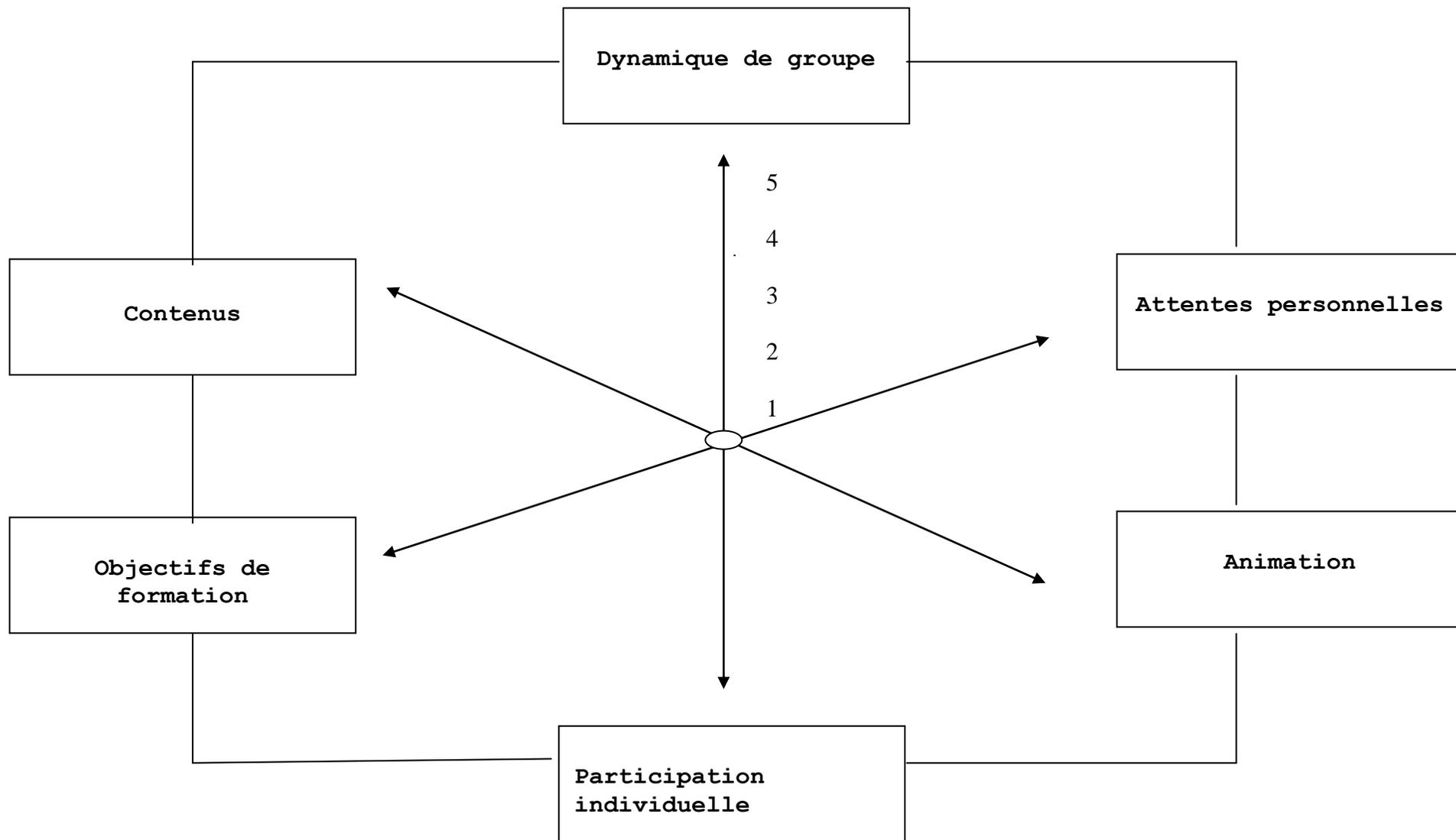
Par rapport à vos attentes de départ, quelles sont les questions qui n'ont pas eu de réponses ?

L'animateur reprend les évaluations individuelles (qui peuvent être anonymes si certains le souhaitent)

Conclusion

En grand groupe, ceux qui le désirent peuvent partager des éléments de leur évaluation. L'animateur-trice fait part de sa propre évaluation et répond à certaines questions ou commentaires

La cible



Quatre manières d'évaluer une animation

Fiche réalisée par ITECO

I. Voici mon niveau d'appréciation : j'entoure un chiffre de 0 (pas clair) à 4 (excellent)

Cadrage sur les concepts	0	1	2	3	4
Exercices pratiques	0	1	2	3	4
Les échanges dans le groupe	0	1	2	3	4
Portefeuille de lecture	0	1	2	3	4
Animations	0	1	2	3	4
.....	0	1	2	3	4

II. Voici comment je pense utiliser ce que j'ai découvert ou appris

1.

2.

3.

III. Pou résumer la formation un slogan, ou une image...

IV. Voici une chose que j'ai beaucoup aimée

- Voici une chose que je ne m'ai pas du tout aimée

Autres commentaires?

Merci !

11.Éléments bibliographiques et liens Internet

ABRECHT Roland, **L'évaluation formative, une analyse critique**, Pédagogies en développement, Pratique méthodologiques, De Boeck Université, Bruxelles (Belgique). 1991

Boîte à outils d'analyse, de suivi et d'évaluation, Groupe de travail « Auto-analyse, formation et suivi », 1994, Unité, Basel (CH) et GRAD, Bonneville (F)

BARBIER J-M & LESNE M., **L'analyse des besoins en formation**, éd. Jauze R., Paris, 1977.

BILLINGHAM, Eve, BROWNLIE, Ali & BUDGETT-MEAKIN, Catherine & (éditeurs) **Global Perspectives in Education. The Contribution of Development Education** ; Development Education Association : Londres ; Juillet 2001 ; 19 p.

BOURN, Douglas **The Challenge of the Global Society. A Strategy for Development Education into the Millenium** ; Development Education Association : Londres ; n.d.

BOURN, Douglas & McCOLLUM, Ann **Measuring Effectiveness in Development Education** ; DEA, Londres, September 2001 ; 28 p.

CHALVIN D., **Utiliser tout son cerveau**, ESF édit., coll. permanente en sciences humaines, Paris, 1995.

CHALVIN D., **Méthodes et outils pédagogiques : encyclopédie des pédagogies pour adultes**, ESF éditeur, Paris, 1999, tome II

COURAU S., **Les outils d'excellence du formateur**, ESF éditeur, Paris, Pédagogie et animation, Paris, 1996.

DE PERETTI André, **Encyclopédie de l'évaluation en formation et en éducation. Guide pratique**, ESF Editeur, Issy-les-Moulineaux (France), 2è édition 2000

DE KETELE Jean-Marie, **L'évaluation : approche descriptive ou prescriptive ?**, Pédagogies en développement, Problématiques et recherches, De Boeck Université, Bruxelles, 2^{ème} tirage 1991

DE KETELE Jean-Marie et ROEGIERS Xavier, **Méthodologie du recueil d'informations. Fondements des méthodes d'observations, de questionnaires, d'interviews et d'études de documents**, De Boeck Université, Bruxelles, 3^{ème} édition 1996

DE KETELE J-M, **Guide du Formateur**, De Boeck éditions, Bruxelles, 1990, Pédagogies en développement.

DENNERY, M., **Evaluer la formation**, Paris, ESF Editeur, 2001

DESCROIX Sandra, **Histoires d'évaluation**, COTA asbl, Bruxelles, 2003

DESCROIX Sandra et LELOUP Claire, **Organiser l'évaluation d'une action de développement dans le Sud, un guide pour les ONG du Nord**, Hors Série 2002, COTA asbl, Bruxelles

Development Education Association, **Measuring effectiveness in development education UK**, 2001

DEA, **Measuring effectiveness**. The development education journal, volume 7.3 June 2001,

EDI-IRFED et Manchester Metropolitan University, **Evaluation des projets d'éducation au développement cofinancés avec les ONG dans le milieu scolaire : rapports de synthèse**, Commission des Communautés européennes, mars 1998, tome I et II

Evaluation Mode d'emploi – Guide pratique produit par le STICS, Bruxelles, 2002

Evaluation, in *The development education journal*, Development Education Association, Volume 5.1, England, Octobre 1998, pp. 1 à 20.

HAMELINE Daniel, **Les objectifs pédagogiques en formation initiale et en formation continue. Suivi de l'éducateur et l'action sensée**, ESF Editeur, Paris, 10^{ème} édition 1992

HANSOTTE Majo, **Les intelligences citoyennes. Comment se prend et s'invente la parole collective**, De Boeck Université, Bruxelles, 2002.

Information Sharing and Evaluation of School Linking for Development Education in the EU. Report, An initiative by LSO (Amsterdam), North-South Centre of the Council of Europe (Lisbonne), DEA (Londres), The Central Bureau (London) et CIDAC (Lisbonne), Amsterdam, Mai 2002, 18 p.

International Conference on North-South School Linking. Report (Soesterberg, 5-7 Mai 2000), Landelijk Servicebureau Ontwikkelingseducatie, LSO, Amsterdam, June 2002, 42 p.

ITECO, **Méthodologies d'évaluation en éducation au développement**, Antipodes, Bruxelles, mars 2002, n° 156.

ITECO, **Evaluation en éducation au développement**, Antipodes, Bruxelles, décembre 2001, n° 155.

ITECO, **Éducation au développement : la compil**, Antipodes, Bruxelles, janvier 1999.

ITECO, **Le partenariat Nord-Sud en éducation au développement**, Antipodes, n°161-162, septembre 2003.

ITECO, **Éduquer au développement, l'autre façon de coopérer**, Bruxelles, 1994.

Learning for a global society. Evaluation and quality in global education. Proceedings of the GENE Conference, September 2003, Global Education Network Europe (GENE)

L'appui de la France aux actions d'éducation au développement 1994-2001, Série Evaluation n°75, de la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement DGCID

La sensibilisation de l'opinion publique aux questions de coopération internationale pour le développement, Haut Conseil de la Coopération Internationale, 20 janvier 2005

MEIGNANT, A., **Manager la formation**, Rueil-Malmaison : Editions Liaisons, 1997, 4^{ème} édition

MARTIN, J.-P., SAVARY, E., **Formateur d'adultes. Se professionnaliser. Exercer au quotidien**, Bruxelles-Lyon, Evo-chronique Sociale, 1999

RIEDEP, **Mosaïque éducative pour sortir du labyrinthe**, Collectif Polygone, Vitoria-Gasteiz, mars 2003

Michel BONAMI, « **L'évaluation d'actions de formation comme dispositif d'intervention** »

MESA, Manuela , **"Otras formas de cooperar: presión política y educación"**, en *Papeles. Cuestiones internacionales de paz, ecología y desarrollo* n° 55, verano, 1995, pp. 45-55

MORIN Edgar, **Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur**, Ed du Seuil, Paris, 1999.

NOYE D. ET PIVETEAU J., **Guide pratique du formateur: concevoir, animer, évaluer une formation**, INSEP Éditions, Paris, 1999.

"Quality, Impact and Assessment in Development Education and Public Awareness", Working paper group D in European Conference on Awareness Raising and Development Education for North-South solidarity, Brussels 18-20 May 2005

Réseau Polygone, **Éducation au développement: une expérience européenne de formation et de recherche-action en EAD à destination des animateur-rices de jeunes**, ITECO, Bruxelles, 1999

ROEGIERS X., **Analyser une action d'éducation ou de formation**, De Boeck Université, Bruxelles, 1997, Pédagogies en développement

TINIGUENA, **Éducation au développement dans le processus de transformation en Afrique- Atelier sous-régional**, CIDAC, Lisbonne, 1995.

WILLOT Paul, **Evaluer**. Groupe d'appui aux projets (GAP asbl), 1993

Sites Internet

www.webpolygone.net

www.cota.be

www.sudoc.be

www.dea.org.uk

www.hegoa.es

www.iteco.be

www.globaleducation.ch

www.policyproject.com/pubs/manuals/advocacy/French

www.careusa.org/getinvolved/advocacy/tools

www.actionaid.org/wps/content/documents/Scoping%20advocacy%20paper%202001.pdf

Evaluation des projets d'éducation au développement cofinancés avec les Ong dans le milieu scolaire

http://europa.eu.int/comm/europeaid/evaluation/evinfo/acp/951236_ev.html

The evaluation of Youth Awareness Actions

http://europa.eu.int/comm/europeaid/evaluation/evinfo/acp/951444_ev.html

Educación en Valores en Educared.

http://www.educared.net/aprende/f_contenidos.htm

Edualter Educación Derechos Humanos, Desarrollo e Interculturalidad.

<http://www.pangea.org/edualter>

Global TeachNet News - Proyecto One World Our World (1WOW).

<http://www.1wow.org/pages/teach.html>

Red Alforja de Educación Popular

www.alforja.or.cr/centros/cep

Texte EDUCASOL sur les difficultés à mesurer les résultats des actions de sensibilisation

A. Remarques préalables

1. Le champs des activités de sensibilisation est large : informer, sensibiliser, communiquer, mener une action d'ead. La méthode d'appréciation de leur résultats varie en fonction de la nature de l'activité . Nous nous attacherons ici à l'analyse des difficultés rencontrées lorsque on essaie d'apprécier les résultats des actions d'ead si.
2. Il ne s'agit pas ici d'analyser les résultats des actions mais les difficultés rencontrées dans la mesure de ces résultats.
3. L'ensemble des acteurs (associations, syndicats, collectivités territoriales) reconnaissent être confrontés aux mêmes difficultés pour apprécier les résultats de leurs actions. Les associations, de plus en plus, commencent à partager leur questionnement et leur savoir faire sur cet aspect de leurs actions.
4. De quoi parle t-on, enfin, quant on parle de « résultats ». **La notion même d'impact ne nous paraît pas pertinente reportée à celle d'action d'ead si** . Il ne s'agit pas de toucher ou de viser des « cibles » mais d'apprécier les effets induits en terme de sensibilisation de l'opinion publique et de changement.
5. Par ailleurs il s'agit des résultats auprès de qui ? des publics cibles finaux certes mais aussi des partenaires (locaux , du Sud...), des organisateurs ? des relais ? Les effets des actions sont multiples. Nous aborderons d'abord les difficultés à appréhender les résultats auprès des publics cibles finaux.

B. Des difficultés liées à la nature même de ce qui est « mesuré »

Dans la mesure où les actions d'ead si visent des changements dans les représentations, les attitudes et les comportements des publics, l'appréciation de l'effet des actions porte sur les changements produits par les dispositifs pédagogiques. Les principales difficultés sont dues à :

- la nature de ce qu'on évalue : un processus éducatif. Cela pose la question de savoir **comment évaluer les effets d'une action éducative en général** en terme de savoir, savoir être et savoir faire. (difficulté à déterminer des critères et des indicateurs réellement pertinents).
- la nécessité d'avoir le **stade initial** auquel comparer puisqu'on apprécie un changement (d'où la nécessité de disposer régulièrement de sondage d'opinion et de partir de l'analyse des représentations initiale du public en début de chaque animation d'ead)
- la difficulté à déterminer le lien **de causalité entre le résultat et l'action** d'ead, difficulté accrue par la diversité des acteurs impliqués sur le champ de la coopération internationale
- la diversité des publics et donc des **méthodes appropriées** pour évaluer les résultats (en particulier des actions à destination du «tout public »)
- la nécessaire prise en compte du **facteur temps** (pour permettre et constater les changements des comportements). Cette difficulté est aggravée par les modalités de co-financement (à court terme et basé sur une notion implicite d'efficacité).

C. L'ampleur de la tâche nécessite de bien de revisiter la notion même de résultat et d'impact.

A ce titre, la démarche proposée dans le cadre du séminaire de Paris (sur « l'évaluation, la capitalisation et l'appréciation de l'impact au service de la qualité des actions et du dialogue politique entre les acteurs du développement ») nous paraît constructive. L'impact, que nous préférons qualifier d'effet, est abordé sous deux angles :

2 **Effet local ou partiel** de l'action sur son environnement immédiat (effet positif et négatif qui permettent de s'interroger sur la qualité des interventions)

Les transformations produites par les actions d'ead peuvent être analysées à trois niveaux :

- - celui des comportements individuels
- - celui des comportements collectifs
- - celui des comportements décisionnels

Pour être en capacité d'apprécier ces résultats, les acteurs doivent être en mesure d'évaluer leurs actions, ce qui recouvre déjà un nombre considérable de difficultés.

Notons que la mise en place d'évaluation « externe » (non systématique et coûteuse) ne permet jamais aux acteurs de faire l'économie d'une auto-évaluation permanente (assistée ou pas).

Toute action d'ead trouve sa raison d'être dans trois éléments déterminants dans la démarche d'évaluation :

- un problème de mal développement dans le monde. On peut donc évaluer la validité de la problématique, la stratégie de résolution proposée et la cohérence des messages.
- un public identifié susceptible d'être facteur de changement. On peut évaluer la pertinence du choix de ce public, sa mobilisation, et apprécier les effets produits sur lui (en terme de changement de représentation, d'attitude et de comportement)
- et une démarche, ou un outil pédagogique visant à terme à provoquer le changement (le *Rapport Evalua* note que les acteurs associatifs sont de plus en plus en capacité d'évaluer ce segment de l'action).

Reste la question de savoir si les changements produits auprès du public ont permis de résoudre tout ou partie du problème identifié initialement ? (ceci pose la question de l'utilité de l'action ?). Nous abordons là, la deuxième dimension de l'impact.

2. Effet global : en quoi ces actions de sensibilisation permettent-elles de contribuer à renforcer l'intérêt des citoyens pour la coopération et à les associer à la construction d'une nouvelle coopération internationale pour le développement porteuse de changements réels au Sud et au Nord. Cette question dépasse largement chaque acteur ou groupe d'acteur. Il s'agit d'interroger l'impact dans un « **esprit de co-responsabilité** » des différents acteurs impliqués dans le champs de la coopération internationale (les actions des uns pouvant annuler les efforts des autres – y compris à l'intérieur d'une même catégorie d'acteurs...). Cette approche nécessite d'aborder la question sous l'angle de la cohérence politiques/discours/actions et soulève des enjeux politiques, méthodologiques, institutionnels et de cohérence des procédures et instruments financiers. Cette journée offre un lieu propice pour aborder la dimension de l'impact sous cet angle.

D. Dépasser la « mesure des résultats » pour appréhender les aires de changement

Enfin, liée à l'appréciation de l'impact, la **capitalisation** comme démarche encourageant l'apprentissage mutuel et l'appréhension des aires de changement apparaît particulièrement pertinente pour valoriser et approfondir des domaines d'innovations portés par les pratiques d'ead, tels que :

- le travail en partenariat avec d'autres acteurs (écoles, collectifs régionaux, syndicats, mouvement d'éducation populaire...)
- l'articulation entre action d'ead et actualités politique et économique (permettre au public de comprendre les enjeux des rdv internationaux)
- le passage du rôle de public cible à celui de partenaire dans un second temps
- la participation des acteurs du Sud

Initiée par le groupe Formation d'EDUCASOL

Synthèse de la journée de réflexion et d'échanges

EVALUER EN EDUCATION AU DEVELOPPEMENT ET A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (EAD- SI) :

QUELS ENJEUX ?

1ER OCTOBRE 2004 A PARIS

- *Les questions qui ont ponctué la réflexion :*

QUI EVALUE ?

POUR QUI ON EVALUE ?

QU'EST-CE QU'ON EVALUE ?

POURQUOI ON EVALUE ?

- *Les définitions convenues au préalable :*

L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT ET A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Processus éducatif dont la dimension Nord/Sud est un élément déterminant qui vise à changer les mentalités et les comportements de chacun dans le but de contribuer individuellement et collectivement à la construction d'un monde plus juste, plus solidaire et durable.

UN ENJEU

« ce que l'on risque de perdre ou de gagner en entreprenant une action, ici évaluer »

Les « actes » de la journée sont disponibles.

Le groupe Formation vous propose, ici, une « synthèse » des éléments engrangés au fil de la journée.

Il s'agit d'une première lecture qui sera retravaillée et enrichie par la suite, de manière collective.

Synthèse réalisée par le Groupe de Travail Formation de Educasol : Solidarité Laïque, CCFD, La Case (RITIMO), CNEAP (RED enseignement agricole), FADM, Peuples solidaires, Orcades, Céfode, Forim.

Date de réalisation du document : novembre 2004

A) La Journée de réflexion et d'échanges

a) Le contexte

La réunion du 1^{er} octobre mise en place par le groupe de travail « Formation » de la plate forme française **EDUCASOL**, est une première journée de réflexion qui ouvrait un chantier de trois ans sur l'évaluation des pratiques d'ead-si*⁴. Elle a réuni 25 acteurs d'éducation au développement ayant une pratique d'évaluation d'actions d'ead-si très diverses (et à divers titres : les 4/5^{ème} étant des évaluations « internes » et l'autre part des évaluations « externes »).

Quatre questions ont été abordées : « **Qui évalue ? Pour qui on évalue ? Qu'est-ce qu'on évalue ? Pourquoi on évalue ?** ». La question du « comment on évalue ? » devant faire l'objet d'un autre temps de réflexion.

b) Les objectifs

- > Mettre en exergue les éléments d'une approche commune entre acteurs de l'ead-si sur l'évaluation
- > En définir ensemble les enjeux
- > Echanger sur une méthode de travail pour organiser la suite du chantier

c) La démarche de la journée

- *Un tour de table a permis de savoir quelles étaient les expériences de chacun en matière d'évaluation, puis de définir pour chacun, ce que c'était que l'évaluation et pourquoi évaluer. C'était la « photo de départ » (cf. Actes pp 4-8)*

- Puis une répartition en **3 ateliers** a permis de répondre aux 4 questions sus-mentionnées à partir d'échanges autour des **évaluations de 3 cas pratiques** :

1. un programme de 3 ans de « formation de jeunes adultes » à l'EAD SI et plus particulièrement au commerce équitable (évaluation intermédiaire externe menée par Evalua).
2. une action en collège autour d'un jeu de rôle (évaluation interne - Starting Block-Sankana) .
3. une action de sensibilisation au développement durable menée à Angers par une coordination d'associations en partenariat avec la maison de l'environnement (évaluation interne – Peuples Solidaires).

- **La plénière** a commencé par la restitution des ateliers dont chaque réponse était positionnée sur une cible murale (avec 4 cases correspondant aux 4 questions : qui, pourquoi, quoi, pourquoi et une case d'intersection). Puis chacun des participants a énoncé (sur un post-it) ce qui était pour lui un « **enjeu de l'évaluation en EAD SI** (ainsi défini : « ce que l'on risque de perdre ou de gagner en entreprenant une action, ici évaluer » cf. Actes pp 14-17).

A ensuite été débattu l'endroit où l'on pouvait positionner, sur la cible murale, ces enjeux.

- *Le dernier temps de la plénière a été consacré à l'organisation de la suite du chantier [voir Point C] et à l'évaluation par les participants de la journée.*

B) Synthèse de la réflexion commune

1°/ LES QUESTIONS « QUI EVALUE ? POUR QUI ON EVALUE ? QU'EST-CE QU'ON EVALUE ? POURQUOI ON EVALUE ? » :

- *Des questions fortement imbriquées,*

⁴ Ead-si = Education Au Développement et à la Solidarité Internationale

Nous avons constaté une difficulté à situer les réponses entre les 4 questions. Cette difficulté est révélatrice de quoi ? Du caractère artificiel ou polysémique de ces questions ? Quid de leur pertinence ? Un atelier était arrivé à la conclusion que la rédaction d'un cahier des charges à destination d'un évaluateur externe nécessitait pour les porteurs du projet d'être d'abord au clair sur ces 4 questions. Ces 4 questions semblent donc être utiles (des préalables ?) au démarrage d'une démarche d'évaluation.

- *révélatrices d'enjeux forts sur les raisons d'évaluer...*

Lors du relevé des post-it sur le positionnement de chacun, nous avons pu comptabiliser 24 enjeux sur le « pourquoi évaluer » et 13 sur le « pour qui » soit 37/52. Même si les raisons avancées se différencient, c'est un objectif fort qui est partagé : se mettre en démarche d'évaluation pour que....

- *... qui situent les acteurs et bénéficiaires au centre de la réflexion*

22 réponses sur les 52 situent l'enjeu sur le « pour qui » et le « qui évalue ». Cela est significatif du fait que les acteurs (porteurs de l'action ou bénéficiaires au sens le plus large) sont au cœur de la question de l'évaluation. Ils en sont d'ailleurs le plus souvent les maîtres d'œuvre. La question de l'évaluation correspond donc aussi à un enjeu fort en terme d'identité.

- *et confèrent à l'objet même de l'évaluation (« quoi évaluer ») une dimension omniprésente mais sous-jacente.*

Bien que jamais mentionnée directement en terme d'enjeu (aucun post-it), force est de constater que l'on peut dans la question du « quoi évaluer » « tout y voir ». Si on y met en particulier l'impact et les transformations opérées par l'action, l'enjeu devient essentiel. Les débats on fait ressortir, sans l'aborder de front ou tout au moins de manière épisodique, le caractère central de cette question (voir éléments sur fonds gris).

2°/ LES REPONSES PAR QUESTIONS PERMETTENT DE DEGAGER DES RECOMMANDATIONS :

- **Sur le « QUI » évalue ?**

Conclusions / Recommandations :

- *La dimension interne de l'évaluation est incontournable. C'est dans la pratique la plus fréquente. De plus, même lorsque une évaluation externe, à mi- parcours ou en fin de projet, est prévue, celle ci nécessite, pendant le déroulement de l'action, la mise en place d'outils d'évaluation par les acteurs du projet.*
- *Dans le cadre d'une évaluation interne, l'acteur doit être conscient qu'il « évalue », qu'il « s'évalue ». Evaluer ce n'est pas simplement émettre une opinion, c'est opérer un vrai retour sur ses pratiques, d'où la nécessité de formaliser cela avec des outils et d'être prêt à se remettre en cause.*
- *Dans tous les cas, la notion « d'auto évaluation assistée » semble consensuelle car l'acteur reste impliqué dans l'évaluation et bénéficie de l'appui d'une personne extérieure.*
- *L'évaluateur externe doit avoir une réelle connaissance du domaine d'activité.*
- *Il est souhaitable dans cette même optique d'associer tous les acteurs (commanditaires, salariés, bénévoles, relais, bénéficiaires) pour que l'évaluation soit participative et formatrice. L'évaluation doit être « à regards croisés ».*

Le quoi sous-jacent :

- *Les acteurs de l'ead-si ont intérêt à s'impliquer dans le champ de l'évaluation sinon d'autres le feront à leur place avec des critères qui ne seront pas forcément partagés par les acteurs : « un des enjeux de*

l'évaluation, c'est se mettre en capacité de fournir et d'écrire nous-mêmes les critères et indicateurs de notre évaluation, et d'en faire un outil de dialogue y compris avec les bailleurs »*.

On ne peut apprécier l'impact comme « changements sociaux, politiques, économiques, environnementaux dans les conditions de vie des populations » (approche avancée dans le cadre de la réforme européenne de la ligne de cofinancement aux ONG). Les acteurs de l'ead si doivent contribuer à la mise en place de critères et d'indicateurs spécifiques aux actions d'ead si.

- **Sur le « POUR QUI » évaluer ?**

- L'évaluation est un exercice (parfois de style et qui sous-tend un certain formatage) qui doit d'abord servir aux acteurs (amélioration des pratiques en premier lieu) , même si elle est aussi un des champs potentiels de « dialogue » avec les financeurs.

- On attend de l'évaluation qu'elle contribue à créer une dynamique collective en interne et en externe et qu'elle permette la reconnaissance de tous les acteurs, qu'elle crédibilise de manière objective la démarche engagée.

- Evaluer c'est aussi contrôler sa conduite en fonction des bénéficiaires (« in fine c'est toujours pour eux qu'on évalue »).

- Il est important de communiquer sur l'évaluation auprès de tous ceux « pour qui » elle pourrait avoir un intérêt (l'institution, la communauté éducative...)

Dans la pratique et en lien avec le « quoi » :

En majorité, nous évaluons :

- **en premier lieu pour le public cible et les « relais ».** « L'ead si doit induire un changement des représentations, des modifications des comportements... »)
- **également pour les acteurs de l'action.** Les porteurs : il s'agit d' « améliorer ses pratiques » ; « se re-situer dans le cadre des valeurs de son association et de ses finalités » ; les bénéficiaires directs et indirects : les financeurs, les réseaux, les plates-forme et campagnes.

- **Sur le « QUOI » évaluer ?**

- Ne pas négliger les « hypothèses » (en référence au cadre logique). Elles rendent plus visibles les potentiels facteurs de risques ou les zones de fragilité de projet.

- Avoir une bonne connaissance du public visé et de ses représentations initiales est un gage de qualité des actions.

- Evaluer nécessite d'évaluer l'avant (la situation initiale) et l'après (la durabilité des acquis, et l'efficacité de l'outil : sa démultiplication...)

- Le manque d'évaluation « ante » est à la source de la difficulté d'évaluer « l'après » : le changement des représentations ou des comportements et donc l'impact de l'activité d'ead- si.

Par ordre de priorité voilà ce qu'il paraît important d'évaluer :

- Le changement **des comportements et des représentations**

- La pertinence des **outils**

- Le renforcement des **capacités d'action des animateurs**

- **Les acquis** (en terme de connaissance), les comportements (pendant l'action et dans le groupe), le souvenir de ce qui a été vécu.

- Tout (le fond, la forme) mais sans se perdre : garder **une vision globale**

- **Sur le « POURQUOI » évaluer ?**

Il dépend du moment où se fait l'évaluation (début, milieu, fin du projet)

On peut classer les réponses en 4 rubriques correspondantes à « un regard exigeant sur l'avant, l'après, le pendant, autour de soi et sur soi ».

L'évaluation permet un « retour aux sources »

- vérifier la conformité aux objectifs de départ et éventuellement les redéfinir
- rétablir les priorités
- redresser la barre
- réaffirmer les enjeux

L'évaluation a une dimension « prospective »

- prévoir et préparer la suite de l'évaluation
- faire un état des lieux pour monter à la marche suivante = capitaliser

L'évaluation permet de vérifier la pertinence globale et sectorielle de l'action et d'insérer l'action dans un champ plus large

- éviter l'émiettement
- insérer l'outil dans une démarche plus large (faire le lien avec des projets)
- y voir plus clair dans la pertinence des méthodes, de l'action par rapport au projet global, à la finalité de l'EAD : s'assurer que l'action contribue bien au changement des comportements et suscite les transformations voulues

Elle implique un « état d'esprit » de la part des porteurs du projet et répond à des attentes « personnalisées »

- « se rassurer ou se remettre en question »
- « vérifier la validité de l'action »
- « valoriser et justifier les actions et les partenariats »
- « *se distancier par rapport à l'outil* »
- « *être dans une démarche de mutualisation* »

Conclusions /Recommandations sur le Pourquoi évaluer

- *Prévoir l'évaluation avant le début de l'action afin de « revenir aux sources », de vérifier la pertinence de l'action et de recadrer en fonction.*
- *In fine , l'évaluation fait gagner du temps (même si elle en prend...) car elle ré-insère l'action dans sa dynamique globale, a une dimension prospective et donc se révélera utile à plus ou moins long terme.*
- *L'évaluation correspond à de multiples attentes (du « changement » du bénéficiaire à celui du porteur même de l'action, ou de l'évaluateur sur ses pratiques d'évaluation ; d'une dimension très extérieure au retour très personnel de l'acteur sur ses pratiques....)*

Certaines réponses formulées en terme d'enjeux dans le pourquoi peuvent se traduire en terme de « quoi évaluer ? »

- « la conformité aux **objectifs de départ** »
- « **l'efficacité, l'efficacé, la pertinence du projet** »
- « sa cohérence par rapport aux **valeurs** portées par la structure »
- « l'appréhension de son **impact** «(en particulier quant aux changements des comportements et aux transformations attendues)
- « l'appréhension des **effets** du projet ».

3°/ LES REPONSES ET LE DEBAT DEGAGENT AUSSI :

DES POINTS D'ATTENTION TRANSVERSAUX AUX QUESTIONS... :

Si l'évaluation est porteuse d'enjeux forts et de multiples attentes, notons que :

- *Une grande modestie est nécessaire. Les retombées sont souvent à très long terme et il est difficile de savoir quelle part on peut s'attribuer des changements notés.*
- **Toute évaluation implique un certain « formatage »** (en particulier si l'évaluation est menée par un évaluateur externe et dans le cadre d'un projet co-financé par l'UE ou les ministères).
- Il n'est pas souhaitable de vouloir tout évaluer. **C'est bien l'homme qui est au centre de la démarche d'ead-si.** « L'évaluation donne des indications mais ne dit pas tout ce qu'on fait ». « Nous ne sommes pas que des acteurs qui atteignons des objectifs ! ».
- **D'ou aussi l'intérêt de la « capitalisation »** qui donne des éléments sur les effets de l'activité (et pas seulement l'impact) sans pour autant les aborder en terme de critères et d'indicateurs – forcément réducteurs.

...ET D'AUTRES QUESTIONS EN SUSPENS :

- « La place des partenaires du Sud dans cette dynamique ? »
- La notion de « bénéficiaire » a été rarement évoquée en terme d'enjeu (« tenir compte de l'intérêt des bénéficiaires »).. Il y a une ambiguïté sur la définition des « bénéficiaires » (en terme de projet s'agit-il des « publics cibles » ? et à quel niveau –direct, indirect... ? et en terme d'évaluation : s'agit-il des destinataires des évaluations ?).
- La question de l'objectivité en particulier par rapport aux bailleurs (jusqu'où celui qui fait son évaluation est objectif à partir du moment où son évaluation va aussi servir à obtenir des financements, une reconduction du projet ...)
- Le lien entre l'évaluation et la volonté de toucher de nouveaux publics...
- Quelle spécificité de l'évaluation en ead-si par rapport à une démarche d'évaluation d'un projet (de développement ?). Cette spécificité ne repose –t-elle pas entre autre sur le « quoi » évaluer et le comment ?

POUR CONCLURE : il semble donc que **quelques ambiguïtés importantes ont été levées :**

- Sur le qui évalue : externe, oui mais avec une préparation du cahier des charges débattu en interne, et par un externe qui a au moins une bonne connaissance du domaine traité ; interne, oui, quasi toujours, mais avec appui d'un regard extérieur, d'un outil (ex : cadre logique), et surtout d'une conscience de se remettre en cause et d'en accepter les résultats. Le Qui serait avant tout, un état d'esprit (à faire partager) par tous.
- Le pour qui lève une autre ambiguïté sur les bénéficiaires : c'est donc pour tous !
- Le quoi soulève encore un besoin de mieux traiter l'état initial et l'évaluation ex-post (plus loin qu'après l'action).
- L'évaluation porte sur un tout (forme et fond) dans une vision globale.
-

C) Les suites de cette journée et de cette synthèse : plan de travail

Les acteurs de l'ead si proposent de :

1. Produire un texte de référence et de positionnement commun

Les acteurs de l'ead si, ont besoin de partager un **texte de positionnement** commun sur l'évaluation. Ce serait un « outil pertinent, simple et vulgarisé » pour sensibiliser nos réseaux sur la nécessité d'évaluer et les soutenir dans cette démarche, mais aussi pour travailler avec divers partenaires sur un cadre commun (les ministères entre autres).

2. Poursuivre la réflexion en organisant un temps d'approfondissement sur le « quoi » et « comment » évaluer, afin d'appréhender la spécificité de l'évaluation en ead.

3. Se doter d'outils et entrer dans une démarche systématique de capitalisation

- « L'alchimie » de la réception du message d'une action d'ead si auprès du public cible tient à une combinaison fragile d'éléments. Par ailleurs, nous sommes en difficulté pour appréhender l'impact. Sur ces 2 aspects nous avons besoin de **l'apport d'éléments méthodologiques** pour avancer concrètement dans le « comment » évaluer.

4. Conduire des expérimentations sur le terrain avec un regard extérieur » nous permettrait de faire des croisements qui partent de la réalité des actions d'ead- si.

5. Nourrir une dynamique de capitalisation sur les pratiques d'évaluation de chacun (sur le format des fiches d'expériences Educasol et en faisant remonter à Educasol les supports et outils d'évaluation utilisés par chacun), nous permettrait d'avancer dans notre réflexion et nos pratiques d'évaluation, à la condition que ces outils redescendent aussi auprès des acteurs de terrain.

6. Prendre en compte les éléments utiles résultant du croisement des évaluations externes (en particulier des campagnes).

7. Aboutir à la mise en place de formations spécifiques sur l'évaluation en ead si et à la réalisation d'un outil pédagogique à destination des acteurs pour les aider à évaluer leurs actions.

Sont membres au 1^{er} mars 2005 de la plate-forme EDUCASOL

Et ...MEMBRES DU groupe de Travail FORMATION

AIDE ET ACTION

CCFD

CEFODE

Fédération Artisans du Monde

FORIM

ORCADES

Peuples Solidaires

RITIMO Réseau de centres de documentation sur la solidarité internationale)- **La Case**

RED Réseau Education au Développement de l'Enseignement Agricole- **CNEAP**

Solidarité Laïque (animateur du GT Formation)

STARTING BLOCK

Afrique Verte , CFSI, CRID, Enfants Réfugiés du Monde , Frères des Hommes , Forum de Delphes, Ingénieurs Sans Frontières , Juristes-Solidarités

Sont aussi membres, à travers les associations coordinatrices, les campagnes ou collectifs d'Education Au Développement et à la Solidarité Internationale :

La campagne pour le « Droit à l'alimentation, partout pour tous »

La « Semaine de la Solidarité Internationale »

Le programme « Acteurs Solidaires »

La campagne « Demain le monde »

Le collectif « De l'éthique sur l'étiquette ».

Contacts : info@educasol.org www.educasol.org

Laurence Rigollet	Chef de projet	01 44 72 89 71	laurence.rigollet@educasol.org
Anne Kaboré	Responsable appui méthodologique aux acteurs	01 44 72 89 73	anne.kabore@educasol.org

Contacts GT Formation :

Anne Kaboré (EDUCASOL) anne.kabore@educasol.org

Carole Coupez (Solidarité Laïque) ccoupez@solidarite-laique.asso.fr